

● revue bimestrielle
d'information
et d'analyse

politikā

octobre
novembre
2019

#15



Dettes

Dangereuse addiction



Peste

La course contre la mort



MAIRE NOBLE MISSION SALE BOULOT

Antananarivo à la recherche du maire rare
Les enjeux des municipales et des communales
Tanà-Masoandro : Gérard Andriamanohisoa s'explique
Le face à face en interview : Naina Andriantsitohaina (IRK),
Alban Rakotoarisoa (APM) et Riana Randriamasinoro (TIM)

LES RÉSULTATS DE
NOTRE SONDAGE
MENÉ SUR LA VILLE
D'ANTANANARIVO

Sommaire

PRÉLUDE

3 - Tana vaut bien une masse

POLIS

5 - Décentralisation : des gouverneurs en question
9 - Une vague jeune déferle sur les municipales
10 - À la conquête des mairies
13 - Municipales 2019 : Antananarivo à la recherche du maire rare
15 - Interview croisée : Alban Rakotoarisoa, Riana Randriamasinoro, Naina Andriatsitohaina
20 - Contentieux électoraux aux élections territoriales
24 - Interview : Gérard Andriamanohisoa
27 - Focus sur la ville d'Antananarivo et les élections municipales

EKONOMIA

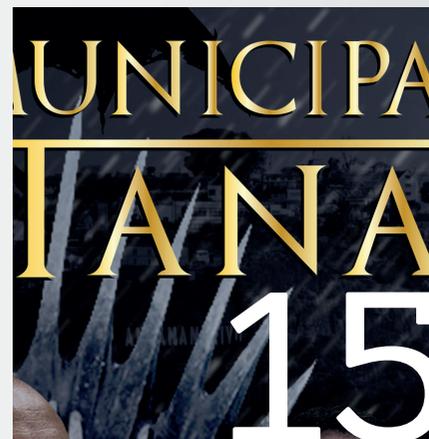
39 - Dettes publiques : Dangereuse addiction

FOCUS

42 - Peste : La course contre la mort
44 - Vanille : Travail des enfants : un parfum de scandale

NOTABENE

46- Quel prix à payer pour l'Émergence?





prélude

Antananarivo est dans une situation de détresse. Peut-être ne le voyons-nous pas parce que nous sommes tellement habitués au laxisme, au marasme ambiant, à l'insalubrité... mais un petit recul et une vision détachée nous permettent de constater le chaos qui règne dans la capitale malgache. La ville est désordonnée, la circulation est chaotique, le moyen-âge côtoie un semblant de modernité par-ci, par-là. Plus les décennies défilent, plus la situation se détériore. La pression démographique et les politiques laxistes ont eu raison de la capitale de Madagascar, la plus grande ville de l'océan Indien.

Réhabiliter la situation sera difficile, très difficile même, car la gabegie et le laisser-aller ont été érigés comme les règles de base. Les marchands ambulants se sont fixé sur les trottoirs, avec la bénédiction de l'équipe sortante de la commune, les taxi-be ont grandement contribué aux congestions quasi-incessantes des artères de la capitale, les pousse-pousse et les charrettes poussent à fond la patience des automobilistes, l'incivilité est devenue la norme. Au fur et à mesure que le nombre d'infrastructures de divertissement ou les espaces verts a décréu, celui des épiceries, des kiosques aux couleurs des opérateurs téléphoniques, des vendeurs de rue, des parkings sauvages a augmenté.

Le problème est que rien, ou très peu, a été fait pour anticiper demain. La réflexion de ce que sera la Ville des Mille en 2030, voire en 2050, devrait être effectuée dès maintenant. En 2030, la population tananarivienne – ou du moins, le flux de personnes se déplaçant à Antananarivo – va doubler. De près de trois millions actuellement, elle passera à

six ou sept millions. La capitale malgache génère 42% du PIB de la Grande île, mais un peu plus de la moitié de ses habitants vit dans la pauvreté. Les logements insalubres et les bidonvilles sont légion. Ce sont autant de défis auxquels il faut s'attaquer et réfléchir, même si ce ne sont pas les plans et les études qui manquent, mais plutôt leur mise en application.

Port-Louis, la voisine mauricienne d'Antananarivo, vient de réaliser ses premiers tests sur son métro léger. La ville de Saint-Denis de La Réunion réfléchit à installer un réseau de téléphérique urbain qui devrait relier les quartiers du littoral avec ceux qui se situent sur les hauteurs. À Harare, la capitale du Zimbabwe, un pays que l'on considère comme quasiment en faillite, la circulation est régie par des feux de circulation, dont une bonne partie fonctionne à l'énergie solaire. Antananarivo est encore empêtrée dans ses problèmes de pousse-pousse, de gestion de ses ordures, d'odeur âcre d'urine qui jalonne certains quartiers, de défécations à l'air libre... Des problèmes qui ont insidieusement pris racine, même si, avouons-le, chaque municipalité a ses problèmes. C'est le propre des villes.

Un maire a un mandat. Il ne doit pas avoir peur de prendre des décisions énergiques, quitte à froisser ce que les politiques nomment souvent à dessein la «*masse populaire*», qui finalement ne représente qu'une infime minorité des trois millions de Tananariviens ou des habitants des périphériques qui font vivre Antananarivo. Mais bien entendu, cela nécessite du courage, de l'abnégation, de l'ingéniosité. Un maire est «*le*» politicien de proximité par excellence. Il peut se targuer de mener des actions ou de prendre des décisions

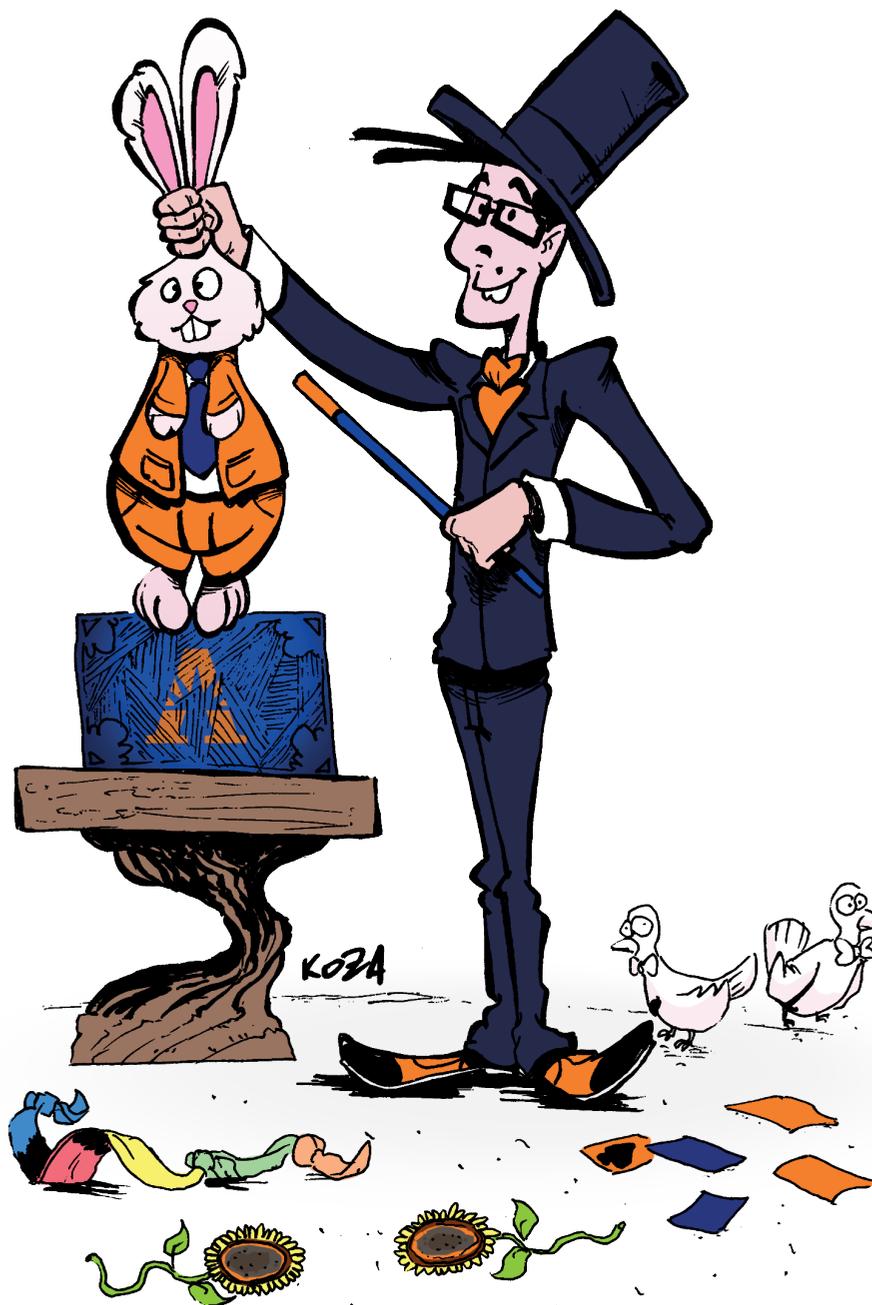
qui peuvent changer immédiatement une situation donnée. La plupart des élus sont catalogués parmi les oligarques qui se seraient seulement soucié de jouir de prébendes mais les maires jouissent bien souvent d'une meilleure réputation, s'ils font bien leur travail. Antananarivo n'a pas besoin d'un maire sentimental ou romantique. Elle a besoin d'un maire qui (r) assoira l'autorité municipale. Antananarivo n'a pas besoin d'un maire qui sera éternellement en campagne. Elle a besoin d'un maire qui travaille et qui apporte des solutions aux problèmes. Antananarivo n'a pas besoin d'un maire qui va cajoler uniquement une couche de la population. Elle a besoin d'un maire qui sera au service de tous les Tananariviens et de tous ceux qui convergent vers la capitale.

Il est temps pour le futur maire d'agir et de faire fi des considérations des minorités. Car Tana vaut bien une masse. **P**

**Tana
vaut bien une
masse**



 **Andriamanambe RAOTO**



Décentralisation Des gouverneurs en question

Appelez-les gouverneurs ! Désormais, il faut appeler ainsi ceux qui sont nommés à la tête de l'Exécutif régional et non plus chefs de région. Du moins momentanément. Le gouvernement a réussi un tour en adoptant un décret avec un changement d'appellation, avec comme toile de fond le sort de la décentralisation, du moins en partie.

Il s'agit d'un changement d'appellation, de chef de région en gouverneur. Et on peut encore les dénommer président de région», a lancé Andry Rajoelina, président de la République lors de son déplacement à Fianarantsoa. «*Quelle que soit cette appellation, la différence [avec les chefs de région] se situe dans le pouvoir et le budget qu'on leur accorde*», a-t-il poursuivi.

TRAIN DE NOMINATIONS

Les tenants du pouvoir montent au créneau pour défendre l'adoption d'un décret sur le gouverneur ainsi que la nomination de ceux qui remplacent les chefs de région, la veille des communales. Le décret dispose que «*la fonction exécutive de la région est exercée par un chef de région portant le titre de gouverneur*». Pour l'heure, onze gouverneurs ont été nommés en conseil des ministres, en attendant un autre train de nominations. L'ancien président Marc Ravalomanana avait été le premier à monter au créneau pour fustiger la démarche quant à la légalité de l'acte. Le fondateur du parti Tiako i Madagascar (Tim) pointe du doigt la constitutionnalité du décret. «*Il n'est nullement question de gouverneur dans la Constitution. Celui-ci devrait être mis en place dans le cadre d'un État fédéral*», assène celui qui réclame être à la tête de l'opposition, avant de solliciter la Haute cour constitutionnelle (HCC). «*Il appartient à la HCC de se prononcer sur le sujet. Il doit le faire*», alerte-t-il. L'ancien chef de l'État se réfère, entre autres, à l'article 154 de la Constitution disposant que «*la fonction exécutive est exercée par un organe dirigé par le chef de région*». Les lois relatives aux collectivités territoriales décentralisées parlent également du chef de région région. Pour défendre le choix du président de la République, Tianarivelo Razafimahefa, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, explique que le changement d'appellation répond à un besoin de rupture avec les pratiques du passé (voir son interview, par ailleurs). «*Dès que vous abordez la question de chefs de région, vous avez en tête certaines pratiques. Désormais, les gouverneurs doivent être les dépositaires et les garants du développement de leur région, non plus des acteurs politiques seulement*», explique-t-il.

CONSACRÉS

Le pouvoir en place brandit justement l'article 154 de la Loi fondamentale et l'obligation d'une élection pour consacrer les chefs de région pour justifier l'initiative. «*La Constitution dispose que la fonction exécutive est exercée par un organe dirigé par le chef*

de région élu au suffrage universel», soutient Marie Michelle Sahondrarimalala, directeur des études juridiques de la Présidence de la République, dans un article paru sur le blog *La Chronique juridique à Madagascar*. «*Le chef de région doit passer par la voie des urnes, c'est-à-dire à l'issue des élections. La nomination des chefs de région par décret est de ce fait contraire à la Constitution*», arguait-elle. Marie Michelle Sahondrarimalala indique que les «*gouverneurs ne sont ni consacrés par la Constitution ni prévus dans une disposition législative. Le gouverneur est une nouvelle personnalité dans le paysage de l'Administration à Madagascar. [Et cette nomination] n'entre pas en contradiction avec d'autres textes en vigueur. La nomination d'un Gouverneur par voie réglementaire n'est donc ni inconstitutionnelle ni illégale*». Cependant, depuis le mois de février, les régions se trouvent dans une situation floue, avec le limogeage de tous ceux qui se trouvent à la tête de l'Exécutif régional. L'intérim avait été assuré par des secrétaires généraux ou des directeurs généraux.

DESIDERATA

Le pouvoir en place dévoile ses intentions quant aux rôles dévolus aux gouverneurs, l'une des promesses présidentielles. Le décret sur le gouverneur évoque les dispositions assignées à l'Exécutif régional. Il est chargé de veiller «*au développement harmonieux et équitable de toutes les communes*» et de procéder à la «*planification des activités se rapportant au développement de la région par rapport à la politique générale de l'État*». Le gouverneur est chargé de l'«*identification, de la programmation et de la mise en œuvre des activités de développement d'envergure régionale*». Il sera épaulé par une nouvelle structure d'appui dénommée Conseil d'orientation et de développement économique et social (Codes), chargé de la prospection et l'étude des projets ainsi que des secteurs porteurs aux fins de nouvelles perspectives de développement en vue d'une décentralisation émergente. Concrètement, Andry Rajoelina s'engage à doter de moyens ceux qui occupent la tête de l'Exécutif régional. «*Les gouverneurs permettent de remonter les desiderata de la population malgache*», affirme-t-il. Le chef de l'État prévoit un «*conseil des gouverneurs avec le Président, le Premier ministre et quelques ministres tous les un mois et demi*». Le rendez-vous devrait permettre de rendre compte «*d'une manière directe au président de la République et au Premier ministre le développement, les aspirations profondes de chaque district*». Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation souligne le rôle dans le développement régional que doivent

jouer les gouverneurs. «*Ils peuvent établir des partenariats avec le secteur privé ou même avec des investisseurs. Les gouverneurs doivent évaluer les politiques bénéfiques à leur région, mais dans le respect des textes en vigueur*».

CONSTITUTIONNALITÉ

Le chef de l'État promet des matériels pour réhabiliter les routes reliant les communes et de paver les routes des chefs-lieux des districts, ou encore d'autres projets comme la construction de marchés, avec un budget annuel d'un milliard d'ariary. «*Au minimum il y aura chaque année 5 000 km de pistes réhabilitées ou construites dans tout Madagascar. Cela fait 20 000 km de routes en quatre ans*», assure-t-il. Au-delà de la question de la constitutionnalité de la mise sur pied des gouverneurs, d'autres aspects de l'initiative méritent quelques clarifications. La création des gouverneurs est une promesse présidentielle. Il n'est pas exclu que celle-ci ait été pensée avec la révision de la Constitution et la suppression du Sénat. Mais comme la tenue du référendum a pris du plomb dans l'aile, le pouvoir a cherché un autre moyen pour faire passer la réalisation de ladite promesse. Depuis quelques mois, le fonctionnement des régions reste en veilleuse. Le pouvoir avait écarté les chefs de région en nommant des intérimaires, soit les secrétaires généraux, soit les directeurs généraux, qui n'ont pas les moyens nécessaires pour le développement des régions.

CHALLENGE

Cette fois-ci, Andry Rajoelina met le paquet pour doter de moyens les gouverneurs. Comme le budget de l'État ne dispose pas de ressources illimitées, il n'est pas exclu qu'il y ait des cris et des grincements de dents auprès de certains services, faisant l'objet d'une coupe budgétaire en faveur des nouveaux nommés. Malgré la dotation financière et en matériel des gouverneurs, ces derniers sont confrontés à un challenge concernant la réalisation de la feuille de route que le chef de l'État leur a assignée. Les gouverneurs ne disposent pas des services techniques déconcentrés entre leurs mains pour assurer leur mission. Ils doivent solliciter les préfets et les chefs de district, qui sont les représentants de l'État au sein de leur circonscription. Selon la loi relative à la représentation de l'État, le représentant de l'État «*représente le Premier Ministre, chef du gouvernement, ainsi que chacun des ministres, membres du gouvernement*» et «*à cet effet, il prolonge les fonctions d'administration centrale au niveau de son ressort territorial*».

ORGANISATION DES RÉGIONALES

La question de responsabilité des gouverneurs se pose également. Tout comme les chefs de région, ils n'ont pas à leur côté un organe délibérant qu'est le conseil régional, faute d'élection. À entendre le chef de l'État, ils doivent lui rendre directement compte lors du conseil des gouverneurs organisé avec lui et en présence de certains membres du gouvernement tous les 45 jours. Ils deviennent de fait l'œil et l'oreille du président de la République et constituent un bras supplémentaire de ce dernier sur le terrain. Le flou entoure enfin la fin de mandat des gouverneurs et la tenue des régionales, censées consacrer l'effectivité de la décentralisation au niveau des collectivités territoriales décentralisées. Le décret sur le gouverneur affirme que ce dernier est

nommé par décret en conseil des ministres « jusqu'à la mise en place des personnalités élues ». Dans ses explications, le président de la République n'évoque pas l'organisation des régionales. Il avait seulement évoqué « 20 000 km de routes [et pistes réhabilités ou réalisées] en quatre ans ».

MISE AU POINT

Dans la foulée, la désignation des gouverneurs relance la nécessité de faire un point sur les provinces, un autre niveau de collectivités territoriales décentralisées, prévues par la Constitution. Les autorités restent discrètes sur le sujet. Ce qui fait que, pour l'heure, seules les communes, en tant que collectivités territoriales décentralisées, constituent le seul niveau de

décentralisation opérationnel. L'on attend également une mise au point des autorités quant à l'évaluation de la mise en œuvre du Programme national de décentralisation et de déconcentration (PN2D), censé consacrer les bases juridiques et stratégiques pour instaurer la décentralisation. La Loi fondamentale, elle, prévoit une « décentralisation effective par l'octroi de la plus large autonomie aux collectivités décentralisées tant au niveau des compétences que des moyens financiers ». P

« La mise en place des Gouverneurs provoquent une rupture »

Les rôles et les missions des gouverneurs ne sont pas forcément clairs. Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation a accepté de revenir sur certains points.



Raoto Andriamanambe



TIANARIVELO
RAZAFIMAHEFA

Ministre de l'Intérieur et de la
Décentralisation

© Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

ÉTAIT-IL INDISPENSABLE DE METTRE EN PLACE DES GOUVERNEURS ?

Les CTD sont prévues par la Constitution en vigueur. Il est précisément souligné dans ce texte fondamental dans son article 153 que les régions ont une vocation essentiellement économique et sociale. Le développement harmonieux du pays doit obligatoirement passer par la décentralisation émergente et le développement local. Aussi, est-il important de mettre en place des gouverneurs dans la mise en œuvre dans la politique de décentralisation. Ils sont chargés de piloter le développement économique et social de sa circonscription

à travers la conception d'un plan régional de développement et son exécution. Ils bénéficieront alors de l'appui et du conseil des représentants de l'État, les préfets, dans la mise en œuvre du Plan régional de développement (PRD). L'émergence du pays passe par le développement de chaque région de l'île. Aussi, il est important de mettre en œuvre la décentralisation et d'installer des gouverneurs.

OUTRE L'APPELLATION, QU'EST-CE QUI LES DIFFÉRENCIE DU CHEF DE RÉGION ?

La mise en place des gouverneurs tend à provoquer une rupture, vis-à-vis de l'opinion publique, avec des pratiques politiques auxquelles ont été associés à tort ou à raisons les anciens chefs de région. Rappelons qu'auparavant la décentralisation a été marquée par la tutelle administrative exercée par l'État. Aussi, les gouverneurs ne doivent-ils plus être impliqués à des activités politiques non conformes aux visées de développement régional comme l'étaient les anciens chefs de région. Il s'agit aussi de réaliser la promesse présidentielle de donner un renouveau à l'élan du développement économique régional.

QU'EST-CE QUI DIFFÉRENCIERAIENT LES GOUVERNEURS DES PRÉFETS ?

En termes d'administration, l'autorité d'un préfet se concentre au niveau territorial. Il représente le gouvernement au niveau de

la région. En plus d'assurer les fonctions régaliennes de l'État en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité, il dispose donc des services déconcentrés de l'État. Il a le rôle d'assurer l'appui-conseil aux collectivités territoriales décentralisées. Par contre, le gouverneur est autonome par rapport au pouvoir central, son autorité s'étend vers la région. Il assure l'administration de la collectivité régionale. Il met en place des stratégies visant à promouvoir le développement économique et social ainsi que les planifications y afférentes (promotion des logements sociaux, des infrastructures pondérant, les routes d'intérêts régionales, etc.) dans le cadre du plan régional de développement.

L'UN DES BLOCAGES DU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS PORTAIT SUR LE CONFLIT DE LEADERSHIP ENTRE LE PRÉFET ET LE CHEF DE RÉGION. AVEC LA MISE EN PLACE DES GOUVERNEURS, NE RISQUE-T-ON PAS D'AMPLIFIER CETTE SITUATION ?

Il est nécessaire de préciser qu'aucun conflit ne doit exister car les missions et les attributions sont bien déterminées par les textes et elles sont bien distinctes. Les gouverneurs sont là pour le développement de chaque région. Quant aux préfets, leur rôle, entre autres, est de porter conseils et appuis aux Gouverneurs. P



MAIRE
NOBLE MISSION
SALE BOULOT

COMME ON RAJEUNIT
AVEC LE TEMPS...



Une vague jeune déferle sur les municipales

Antananarivo peut-elle échapper au bipolarisme et porter à sa tête une troisième voie ? C'est le pari que tente de relever une jeunesse partie à la conquête de la capitale et des autres villes de Madagascar.



Raoto Andriamanambe



Koza

Le constat est sans appel : de plus en plus de jeunes se montrent défiants vis-à-vis des politiques actuelles. La jeunesse préfère maintenant opter pour de nouvelles formes d'activisme, comme la création de start-up, le slacktivism (activisme numérique, voir *Politikà 12*) ou encore le militantisme dans la société civile associative. « *Adeptes d'une forme de démocratie directe, elle prépare (la jeunesse) l'avènement d'une société moins hiérarchisée et enfin décolonisée* », explique Hamidou Anne, doctorant en science politique à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal et ancien élève de l'École nationale d'administration (France).

MOUVEMENT

Néanmoins, malgré leur portée, tous ces leviers d'engagement ne peuvent pas remplacer la politique. C'est dans ce climat de défiance généralisée qu'est née la liste et l'initiative Komba (Komity manohana an'i Babà). Pas forcément centré sur le candidat aux municipales Alban Rakotoarisoa, YLTPien plus connu sous son nom de scène Gangstabab, cet attelage assez singulier est composé d'une majorité de jeunes, la plupart se portent candidats à un poste électif pour la première fois. Une vague de jeunesse a déjà déferlé lors des législatives, mais – mal préparés ou sans ressources –, ils ont été écartés par les ténors. Seuls les jeunes qui ont été affiliés au parti Orange ou au Tim – et ils n'ont pas été nombreux – ont pu sortir leurs épingles du jeu. Cet engagement pour les municipales est une réaction à une situation...d'urgence. La capitale de Madagascar, comme la plupart des villes de la Grande île, est dans un état déplorable. « *Antananarivo est ma ville natale. Mais je n'ai cessé de voir son image politique, sociale et économique se dégrader. La gabegie en tout genre s'installe en maître* », déplore Hilda Hasinjo, journaliste de *Politikà*, YLTPienne et

candidate au poste de conseiller municipal dans la mairie d'Antananarivo sur la liste Komba. Comme elle, Yvan Fabius Soufaly, YLTPien candidat cette fois-ci au poste de maire de Toamasina, dresse un constat sans ambages de la deuxième ville de Madagascar. « *Toamasina est dans un sale état. Elle est dans une situation alarmante. C'est au regard de ses problèmes que j'ai articulé mon projet de société Tamatavintsika* ».

“

« **Quand on est jeune, on a l'innovation chevillée au corps. Nous avons l'énergie pour trouver des solutions** ».

AFFAISSEMENT GÉNÉRALISÉ

Las des promesses jamais tenues et des circonvolutions politiques, la jeunesse tente une percée pour reprendre en main son avenir. « *Je me suis rendu compte que prendre le pouvoir et changer de l'intérieur la situation est la meilleure et la seule manière de changer les choses. Mais il s'agit surtout de prendre le pouvoir par la légitimité des urnes* », glisse Hilda Hasinjo. Sur la liste Komba des 58 candidats au poste de conseillers municipaux, près de 60% ont moins de 40 ans. Cet intérêt pour la capitale par la jeunesse n'est pas nouveau. Les élections municipales sont un excellent tremplin pour les jeunes avant de se lancer dans le grand bain. Avant Andry Rajoelina, en 2007, il y eut Marc Ravalomanana, en 1999. Avant le leader du Tiko, il y eut Richard Andriamanjato,

élu en 1959, à 29 ans. Jusqu'à maintenant, cet animal politique demeure le plus jeune maire élu pour la capitale Antananarivo. Il le restera jusqu'en 1977. Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana ont d'abord conquis Antananarivo avant de s'attaquer à Madagascar. « *Quand on est jeune, on a l'innovation chevillée au corps. Nous avons l'énergie pour trouver des solutions, pour nous défaire de cet ancrage lourd qui nous condamne à être éternellement pauvres. Nous pouvons aller au-delà de ces croyances* », partage Yvan Fabius Soufaly.

DÉFIS

Devant le scepticisme des « *ainés* » sur le manque d'expérience ou sur un certain amateurisme des jeunes dans l'arène politique, Babà rétorque : « *Cela fait déjà quinze ans que cette idée a mûri dans ma tête. Mais la vraie impulsion est venue de ma formation au sein du YLTP et à de divers engagements continus, notamment dans la sphère du kabary. C'est une décision réfléchie et sérieuse* ». L'engagement ne sort pas du néant, c'est bien souvent le fruit d'une réflexion par rapport à l'affaiblissement généralisé des structures politiques. Pour les prochaines municipales, le défi est de taille. Pour Babà et sa liste, il faut d'abord faire barrage au Tim, porté lui aussi par un jeune candidat, et à Naina Andriatsitohaina qui a derrière lui une machine électorale bien rodée et qui fait figure d'épouvantail. Mais la force de la jeunesse est bien souvent cette désinvolture et cette capacité à surmonter les challenges. « *J'aime les grands défis. Et je n'ai pas peur des challenges liés à la gouvernance, à la vie associative ou à la vie entrepreneuriale. Notre président a pris les pouvoirs à 33 ans, pourquoi pas nous ?* », lance malicieusement Yvan Fabius Soufaly. Même son de cloche du côté de Babà. « *Je ne veux pas de la facilité. J'aurai pu me présenter dans une autre petite bourgade, mais je veux poser mon empreinte sur Madagascar* ». P

À la conquête des mairies

Pour la plupart, ces élections municipales et communales sont une porte d'entrée vers un mandat électif. Le chemin sera semé d'embûches mais les personnes que nous avons interviewées affichent une volonté sans faille.



HAJATIANA RANDRIANOMENJANAHARY

candidat au poste de conseiller municipal à Antananarivo (coalition Komba)

« LA VRAIE POLITIQUE EST UNE QUESTION D'ENGAGEMENT »

Cette élection est le premier pas d'un engagement sur le long terme. Souvent, on parle de nous en termes peu élogieux : "Vous perdez votre temps, de toute façon les deux grands partis vont tout rafler". Même si c'était vrai, il faudrait commencer notre engagement un jour ou l'autre. La vraie politique est une question d'engagement. Je m'engage car j'aime ma ville, j'aime mon pays. Le combat ne sera pas facile mais si c'était le cas, on aurait vécu dans une ville paradisiaque depuis des décennies. Élu ou pas, cette élection sera pour moi une première aventure d'une longue série vers cette réforme pour la vraie politique. On peut dire que c'est notre "Komba" personnel.

----R.A



JOHNNY LEMRISS RANAIVOARISON

Candidat à la mairie de Vavatenina (IRK)

La jeunesse qui se veut être responsable doit passer par l'épreuve des urnes. C'est l'un des moyens qui permettent d'asseoir la décentralisation effective. Si je suis élu, les citoyens seront au cœur du processus de décision. Les projets auront comme point de départ les réalités du terrain. Pour mettre fin à l'insécurité, il faut d'abord que l'électricité puisse être démocratisé et mettre en place des infrastructures de base dans tous les fokontany. Mon projet est essentiellement basé sur les infrastructures sociales : adduction d'eau, réfection des routes communales, utilisation de l'énergie renouvelable pour les éclairages publics, construction du bureau de la commune. Mais le plus grand défi reste la mise en place d'un guichet unique dédié à la gestion foncière qui est une véritable problématique pour toutes les communes à Madagascar.

----R.A



CÉLINE NATHALIE RAZAFINDEHIBE

Candidate à la mairie de Belobaka (indépendante)

« UNE FEMME PEUT APPORTER UN GRAND CHANGEMENT »

Je me suis présentée car je voudrais aussi apporter ma pierre à l'édifice au développement de ma région dans tous les domaines. Je suis activiste dans la promotion du genre. En tant que femme, ma devise est "À compétence égale, parité égale". Une femme peut apporter un grand changement et améliorer la vie du pays car elle a l'habitude de gérer et de coordonner. Une femme est polyvalente au quotidien, elle est capable de faire deux ou trois choses en même temps, c'est inné chez elle. Mon slogan est que les "Femmes et hommes ne sont pas des adversaires pour gérer, mais complémentaires pour faire avancer le pays".

----R.A



HILDA HASINJO

Candidate au poste de conseiller municipal à Antananarivo (coalition Komba)

« LES JEUNES DOIVENT BOUSCULER L'ORDRE ÉTABLI »

Mes objectifs s'inscrivent sur deux plans. En premier lieu, se faire élire en tant que conseillère municipale pour devenir le porte-voix de la population tananarivienne et exiger de son administration une bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité. Je jouerai le rôle d'un vrai conseiller municipal, qu'Antananarivo n'a jamais connu. Si le conseil municipal avait joué véritablement son rôle, la capitale n'aurait jamais connu toutes ces mésaventures. Mon deuxième objectif est davantage politique. Je veux démontrer aux jeunes qui ont démissionné de la vie politique que tant qu'ils ne bousculent pas l'ordre établi, ce seront toujours les politiciens aînés qui auront la place. La politique est une guerre d'intérêts. Seuls les jeunes ont intérêt à élire des jeunes. Seuls les jeunes défendront les intérêts des jeunes.

---R.A



RALISON ANDRIAMANDRANTO

Candidat à la mairie Antsirabe (association Tanànaiko, Tanànantsika Antsirabe)

« LE POTENTIEL POUR LE REDRESSEMENT ET POUR LE DÉVELOPPEMENT EST RÉEL »

J'ai été très sollicité, et puis je me suis décidé quand j'ai vu la dégradation des conditions de vie de la population et l'état lamentable de ma ville, Antsirabe. Il nous faut reconstruire nos pratiques politiques. Je propose une reconstruction à partir de la base. Par une mobilisation de la population autour des élections de proximité que sont les municipales. Actuellement, aucun parti ne peut faire cette mobilisation. Moi sur Antsirabe, par l'écoute et le dialogue, je pense pouvoir le faire. Les problèmes sont innombrables et graves. Mais le potentiel pour le redressement et pour le développement d'Antsirabe est réel. La vision que je souhaite partager à tous mes concitoyens est celle d'une ville où par la solidarité, l'union de toutes les forces vives, le travail, la discipline, on met en place ensemble un mieux vivre ensemble pour les générations actuelles et les générations futures. J'ai la conviction qu'Antsirabe tirera tout Madagascar vers le haut.

---R.A



EDDIE FERNAND

candidat à la mairie d'Antalaha (IRK)

L'OBJECTIF N'EST PAS DE CHERCHER À PLAIRE À QUI QUE CE SOIT, MAIS DE SAUVER LA SOCIÉTÉ EN DÉSHÉRENCE QUE VOUS AVEZ EN CHARGE

J'ai toujours eu une nette préférence pour l'onction populaire, pour l'accession au pouvoir par voie électorale que pour une quelconque nomination dépourvue de légitimité populaire. Le plus important est de jouir de l'adhésion des citoyens, d'œuvrer sincèrement et honnêtement pour la bonne gouvernance et pour l'intérêt de la population, parfois même au détriment de ses propres intérêts. La population, la seule souveraine, saura gratifier et défendre les efforts quelles que soient les éventuelles pressions et d'où qu'elles proviennent. L'objectif n'est pas de chercher à plaire à qui que ce soit, ni au parti au pouvoir ni à l'opposition, mais de sauver la société en déshérence que vous avez en charge. Certes, l'Afrique n'a pas besoin d'homme fort,, mais d'institutions fortes, comme Barack Obama l'a expliqué, mais j'estime qu'une institution s'incarne d'abord par l'homme qui la dirige. C'est à moi en tant que dirigeant, maire, de donner avant tout l'exemple pour que les choses changent et s'améliorent. Certaines choses, comme la lutte contre la corruption, ne se déclarent pas, mais se démontrent.

---I.A



MUNICIPALES DE TANA



Municipales 2019

Antananarivo à la recherche du maire rare

Un défi énorme. Le prochain maire de la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA), ainsi que les conseillers municipaux, auront la lourde tâche de remettre à flot la capitale de Madagascar, asphyxiée et en proie à des obstacles multiples pour son développement.



Iloniaina Alain

« **L'**on vit au quotidien les inconvénients auxquels on se trouve confronté, tels que l'enlèvement des ordures, la prolifération des vendeurs à l'étalage, sur les trottoirs, voire sur les voies publiques, l'insuffisance de l'alimentation en eau et en énergie électrique, la déficience des réseaux d'évacuation des eaux, etc. », écrivait Jean Rabemanantsoa dans l'ouvrage collectif *La Cité des Mille : Antananarivo, histoire, architecture, urbanisme*. Jusqu'à là, la description du tableau sombre de la situation dans la capitale de Madagascar réalisée par l'ingénieur et architecte n'a rien d'exceptionnel. Seulement, celle-ci avait été évoquée par l'auteur en... 1998.

LÉTHARGIE

Les phénomènes décrits il y a vingt ans restent ancrés dans le paysage quotidien des habitants d'Antananarivo malgré le temps qui passe. Pire encore, ils s'aggravent dans certains cas. Sans parler de l'apparition d'autres problématiques comme l'embouteillage ou encore l'insécurité. Les résultantes de tous ces événements sont visibles. « *L'agglomération urbaine d'Antananarivo est considérée comme l'une des villes les plus sales du monde avec ses amas de détritiques, ses eaux sales, et l'odeur nauséabonde de ses canaux d'évacuation d'eaux usées et pluviales* », indique une enquête menée par Mercer Human Resource Consulting en 2007 concernant la qualité de vie dans le monde, rapporté par une étude de la Banque Mondiale¹. Le sondage que nous avons mené met en exergue ces problématiques. « *La gestion des déchets et des ordures arrive en premier concernant les problèmes à résoudre en priorité à Antananarivo avec 52% des personnes interrogées ayant évoqué ce problème. Viennent ensuite le souci de circulation avec les embouteillages, les routes endommagées, cité par 51% des gens. L'insécurité occupe la troisième place avec 42%* » (voir le détail de l'étude par ailleurs). Le temps passe mais les observations montrent à quel point la Ville des Mille est plongée dans une certaine situation léthargique. Plusieurs maires et Présidents de délégation

spéciale (PDS) issus de différents bords politiques, se sont succédé à la tête de CUA pour essayer de résoudre le problème à plusieurs équations sans que la réalité ne change de manière drastique. Certains d'entre eux, sont même arrivés à la tête de l'État après un bref passage à la mairie de la capitale, sans que le tableau change.

PROPOS LÉNIFIANTS



Les observations montrent à quel point la Ville des Mille est plongée dans une certaine situation léthargique

Le défi reste énorme pour le prochain maire, ainsi que les futurs conseillers municipaux, afin de redresser une situation peu reluisante, et qui s'aggrave au jour le jour. Au-delà des propos lénifiants et promesses liées à la période normale de propagande, les électeurs attendent d'eux un programme concret et réalisable pour résoudre les problèmes tentaculaires de la capitale, censée être la vitrine du pays. Les chantiers ne manquent pas. Encore une fois, les observations de Jean Rabemanantsoa de la fin des années 90 restent d'actualité. Il s'agit des « *difficultés de la circulation et du transport, la dégradation des réseaux d'assainissement et du bâti ancien en général, [de] l'augmentation de la population urbaine, [de] la demande croissante en matière d'équipements et d'habitat que le site originel ne peut plus satisfaire [et de] la faiblesse des moyens financiers face aux travaux requis en matière de réhabilitation, de restructuration de la ville, pour un fonctionnement amélioré* ». Gérard Andriamanohisoa, conseiller spécial du président Andry Rajoelina, parle d'une

« *contrainte structurelle persistante* ». « *Seuls 27 % de la ville, à savoir le centre-ville, Ivandry et 67 Ha seulement ont été planifiées. Et encore la cité des 67 ha est devenue un bidonville. C'est dire que le peu qu'on avait a disparu* », déplore l'ancien directeur général de l'Aménagement du territoire. La hausse de la densité de la population constitue une autre problématique alors que la ville, censée accueillir 300 à 500 000 habitants au départ, reste sensiblement figée malgré ses 37 communes dortoirs, permettant aux 1,5 million d'employés de dormir le soir. Il en est de même pour les 600 000 habitants des bas quartiers, « *agrégat concentré de tous les maux urbains* », selon la géographe Josélyne Ramamonjisoa, dans *La Cité des Mille : Antananarivo, histoire, architecture, urbanisme*. Or, « *au rythme actuel d'urbanisation, près de la moitié de sa population vivra en ville et l'agglomération d'Antananarivo atteindra presque huit millions d'habitants à l'horizon 2020* », note la Banque Mondiale¹. Tout cela dans une « *spirale de la migration et de l'urbanisation anarchique* », selon l'Observatoire foncier en 2015. La perspective qui se pointe à l'horizon pour les dirigeants, est la relocalisation des 3,2 millions d'habitants d'ici à 2033, « *avec le taux de pauvreté urbain et une désorganisation* », résume Gérard Andriamanohisoa.

VALSE-HÉSITATION

Les autorités locales, qui ont un œil sur les échéances électorales, cèdent à la pression et vont jusqu'à prendre des décisions controversées. La décision de construire des box sur les bords des rues et l'autorisation accordée à des marchands de s'installer sur les trottoirs, tout comme la valse-hésitation concernant la gestion de la circulation des pousse-pousse et des charrettes, en sont l'illustration. « *Le taux d'occupations informelles atteint environ 65% des emplois dans la ville d'Antananarivo au début 2010 (...). Ce poids est considérable, et traduit en partie les effets cumulés de la crise politique qui a provoqué un mouvement du formel vers l'informel* », affirme la Banque Mondiale¹. « *Les zones classées pour être celles de l'extension industrielle deviennent même*

des zones d'habitation et d'agriculture», renchérit Gérard Andriamanohisoa. Ce qui débouche sur un cercle vicieux entre la pression démographique, l'économique et le social. Le risque d'inondation subsiste toujours dans la capitale «du fait de la situation de polder de la ville d'Antananarivo et de certains aménagements non terminés», prévient la Banque mondiale.

BESOIN

«Le remblaiement non autorisé de la plaine, l'envasement rapide des collecteurs déjà sous-dimensionnés» constituent des facteurs qui «aggravent l'inondation dans la ville d'Antananarivo». Et «au-delà du manque d'entretenu du réseau d'évacuation des eaux», il est également à noter sa mauvaise qualité, avec des infrastructures anciennes et mal entretenues. Malheureusement, les villes, y compris Antananarivo, sont «peu équipées» pour répondre aux défis auxquels elles sont confrontées. «La répartition institutionnelle des responsabilités est si imprécise que personne ne prend en charge la mise en œuvre d'une véritable politique de proximité», soutient la Banque Mondiale. «Les pouvoirs locaux n'agissent que face à l'urgence ou quand le pouvoir central n'est plus capable de jouer son rôle. En outre, même lorsqu'elles voudraient agir, les municipalités n'ont ni ressources financières, ni ressources humaines. Le budget annuel de la ville d'Antananarivo (quatre dollars par habitant) est sept fois moindre que celui de Dakar», poursuit-elle. Durant la troisième édition du Forum national urbain, Marie-Chantal Uwanyiligira, la country manager de la Banque Mondiale, avait évoqué un besoin de 2 milliards de dollars, en termes d'investissement pour Antananarivo jusqu'en 2030.

SÉRAIL

Malgré le statut particulier d'Antananarivo,

les bras de fer entre le pouvoir central et le gouvernement local ne favorisent pas la résolution des problèmes auxquels la capitale doit faire face. L'histoire du déclassement de la trésorerie municipale d'Antananarivo et le rattachement du Service autonome de maintenance de la ville d'Antananarivo (Samva), l'entité qui s'occupe du ramassage des ordures ménagères dans les bacs à ordures, au ministère de l'Eau et de l'assainissement, au détriment de la CUA, en sont l'illustration. C'est dans ce contexte que se déroulent les municipales à Antananarivo et de son million et quart d'habitants, selon le rapport préliminaire du recensement général de population et de l'habitat en 2018. Il faut ajouter à cela la compétition entre les formations politiques en lice dans la course aux postes de maire et des conseillers municipaux. Un combat entre un candidat désigné par Isika rehetra miaraka amin'i Andry Rajoelina (IRK), Naina Andriantsitohaina, et l'ancien président Marc Ravalomanana s'est profilé à l'horizon. Mais le choix effectué au dernier moment par ce dernier de lancer dans la bataille un homme du sérail de l'équipe sortante de la mairie, en la personne de Rina Randriamasinoro, fait baisser d'un cran le risque d'une tension politique entre les principaux protagonistes de la crise politique de 2009. Les deux parties jouent toujours gros pour la conquête symbolique de la capitale. Pour le pouvoir en place, gagner la capitale est presque une obligation pour pouvoir gouverner d'une manière plus sereine. «Le renversement du pouvoir et les contestations sociales ont pour source la concentration humaine qu'est la ville», soutient Gérard Andriamanohisoa, conseiller spécial du président Andry Rajoelina. «Le présidentss qui n'ont pas pris soin des grandes villes, ont eu droit à des manifestations de rue puis à une destitution», poursuit-il. De son côté, le fondateur du

parti Tiako i Madagasikara (TIM) joue une partie de sa survie politique après l'échec à la présidentielle et aux législatives.

DUALITÉ

Le mode de scrutin des municipales de 2014 diffère de celui adopté actuellement. Mais l'expérience de l'équipe sortante à la mairie d'Antananarivo, démontre qu'un organe délibérant acquis à la cause de l'Exécutif municipal ne constitue pas une garantie infaillible de réussite. Le facteur relatif aux relations qu'entretiennent l'équipe dirigeante de la mairie et le gouvernement central entre également en jeu. La dualité entre les autorités locales et l'État central débouche souvent sur des conséquences désastreuses pour la CUA. Le mode de scrutin, débouchant sur deux élections distinctes pour le maire et pour les conseillers municipaux, pourrait réserver des surprises. La configuration d'un Exécutif municipal qui ne dispose pas d'un conseil municipal majoritaire qui le soutient, mettrait le premier dans une position inconfortable alors qu'il a sur les épaules l'avenir de la capitale. Et ce, d'autant plus que des listes «indépendants» qui s'alignent dans la course au conseil municipal, pourraient arbitrer le duel entre l'IRK et le TIM. «Je sens une défiance et une incrédulité vis-à-vis de la classe politique de la part des citoyens. Mais notre chance lorsqu'on est candidat aux municipales est que nous avons la possibilité d'être proche des citoyens», soutient Hajatiana Randrianomenjanahary, de la liste Komba. «L'élection municipale est un des seuls moyens de faire s'exprimer la démocratie de proximité. Je me suis engagé pour servir Antananarivo, la ville où je vis, qui par négligence des précédents gestionnaires, est dans un piteux état», constate-t-il. Rattraper des années de retard, la mission est loin d'être évidente du prochain maire. P

¹ L'Urbanisation ou le défi malgache (2011)

Marc Ravalomanana ou l'art du contre-pied

Marc Ravalomanana a pris de court son monde. Intronisé officiellement en tant que candidat aux municipales par la plateforme de l'opposition, Rodoben'ny Mpanohitra ho an'ny Demokrasia eto Madagasikara (RMDM), l'ancien président a fait... faux-bond au dernier moment, et a décidé de présenter, à sa place, Riana Randriamasinoro.

Un revirement dont le numéro Un de Tiko seul a le secret. « Personne n'était au courant de sa décision. Même ses plus proches collaborateurs. Il a pris toute le monde à contre-pied », lâche un proche de l'ancien président. Cette décision a créé de fortes tensions le lendemain, notamment auprès des députés issus des rangs du Tim – ils avaient réitéré leur appel en sollicitant la candidature de Marc Ravalomanana à la mairie d'Antananarivo Renivohitra –, mais les angles ont pu être arrondis assez rapidement. Beaucoup misaient sur un nouveau duel entre l'ancien président et Andry Rajoelina, par le truchement de son

candidat. Mais l'explication finale n'aura pas lieu. Marc Ravalomanana a préféré opter « pour la jeunesse et l'expérience. Il fera des réalisations supérieures à ce que j'ai fait. Il est compétent ». Riana Randriamasinoro n'est pas complètement novice aux affaires de la cité. Il a été secrétaire général de la CUA, sous le mandat de Lalao Ravalomanana.

Par cette décision, Marc Ravalomanana a su habilement sortir d'un piège qui aurait accéléré sa chute. Même si Lalao Ravalomanana a été élue maire en 2015, le Tim a été particulièrement bousculé dans son fief, à Antananarivo, lors des dernières législatives. Une défaite aux municipales auraient fait tache et auraient, peut-être, précipitée sa chute. Cependant, le numéro Un de Tiko a déjà, par le passé, fait montre de sa résilience et de sa capacité... à surprendre.

-----R.A.



Le grand oral

Un fauteuil pour cinq. La bataille pour la mairie d'Antananarivo risque d'être âpre entre cinq candidats au profil totalement différents. Nous sommes allés à la rencontre de Naina Andriantsitohaina (IRK), Alban Rakotoarisoa (APM) et de Tahiry Ny Riana Randriamasinoro (TIM), les trois candidats favoris pour le poste de premier magistrat de la Ville des Mille. Ils nous livrent leur vision, leur programme et leur conviction pour Antananarivo dans cet exercice.



QUEL EST VOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ POUR ANTANANARIVO ?

Alban Rakotoarisoa :

Mon projet s'articule sur cinq axes ayant pour mots d'ordre : harmonie et normes. Les cinq domaines concernent la gestion des ordures, les transports, la sécurité, les marchés et la bonne gouvernance. Je ne ferai qu'un seul mandat. Pour moi, quand on occupe un poste politique, on n'est pas amené à durer mais à apposer ses empreintes durablement.

Tahiry Ny Riana Randriamasinoro :

Le quotidien de la population et l'avenir de la ville se trouvent au centre de nos préoccupations. Notre projet portera ainsi sur quatre axes principaux à savoir : l'optimisation des ressources propres pour renforcer la capacité financière de la ville ; l'amélioration de l'organisation de la ville pour un meilleur cadre de vie ; la promotion des actions sociales et le développement des infrastructures pour soutenir les jeunes, les femmes et les personnes vulnérables ; ainsi que la modernisation de l'administration municipale pour offrir des services de qualité en toute transparence, loin de la corruption.

Naina Andriatsitohaina :

La finalité de mon projet sera avant tout axée sur le bien-être des citoyens d'Antananarivo, et j'entends par là mettre en œuvre un vrai projet de société œuvrant pour la renaissance de la ville. Je voudrai en citer trois caractéristiques majeures. La première est la réhabilitation de la ville qui s'appuiera sur de grands chantiers structurants couvrant les domaines suivants : la modernisation économique, l'aménagement de la ville tout en considérant ses caractéristiques rurales, l'urbanisation inclusive couvrant l'hygiène collective et l'accès aux fondamentaux (eau, électricité, logements décents...). Ensuite, la modernisation politique et institutionnelle afin de rendre l'efficacité et l'implication totale à chacune des parties prenantes œuvrant pour la reconstruction de la ville, en assainissant, simplifiant et structurant là où cela sera nécessaire. La modernisation des infrastructures éducatives et du système social avec un accent particulier sur l'engagement des jeunes, des femmes, des personnes âgées et des handicapés. La modernisation culturelle et touristique, afin de revaloriser le patrimoine, et de rétablir l'âme et les singularités culturelles de cette ville, et permettre à nouveau à tous ses habitants de s'y identifier et d'en être fiers. La réinsertion du sport, des loisirs et des espaces de vie pour construire

un développement durable et inclusif à l'échelle de la CUA, en encourageant le "vivre ensemble" si précieux, et pourtant perdu. La deuxième est l'approche multidimensionnelle que nous choisissons. Très simplement, les initiatives peuvent venir d'en haut (experts, commune, investisseurs...), elles viendront aussi du terrain, de la population, des associations, de la société civile. Elles seront structurées et analysées pour constituer le programme de reconstruction d'Antananarivo. Avec des lignes directrices très claires, ce processus sera continu, et permettra au projet de société d'être ancré dans une base transparente, mais tout en restant vivant et dynamique à l'écoute des besoins de la population, et tenant compte de nos moyens, de nos objectifs, de nos contraintes diverses aussi, mais toujours dirigé vers le progrès collectif et l'amélioration de notre vie, de notre ville.

Enfin, la dernière et non des moindres, est l'ancrage idéologique que nous avons choisi et qui guide et encadre ce projet de société : le mouvement que nous constituons aujourd'hui a un positionnement fédérateur et inclusif. Antananarivo a trop longtemps souffert de différentes divisions devenues de vrais facteurs de blocage au développement, et même pires, des sources d'isolement, de pauvreté matérielle et de misère de l'âme pour une partie importante de la population. J'entends et je vois beaucoup de désespoir, de regrets, de déception profonde et de désillusions dans les yeux des habitants. Il est temps de reconstruire l'espoir ensemble, et dépasser tous ces clivages. Ainsi, c'est un positionnement fédérateur avant tout parce que tout citoyen doit et va y trouver sa place à travers l'inclusion économique (un emploi), l'inclusion sociale (une communauté rétablie et des structures adéquates pour encourager et porter le progrès collectif) et l'inclusion humaine (un logement décent, une vie sans peur, un accès à l'eau et à la lumière entre autres). C'est une société que nous construisons où la pauvreté n'est plus déshumanisante et le développement inclusif ouvre grande la voie à l'initiative individuelle en créant des richesses, des emplois, en recréant les liens entre les habitants, et en rattrapant le temps perdu. Une société moderne, mais qui ne perdra pas de vue ses traditions. Il sera un atout pour nous de nous projeter dans la modernité tout en ne perdant pas de vue les valeurs qui nous ont été transmises par les générations précédentes.

QUELLE EST VOTRE VISION POUR ANTANANARIVO ?

A.R. : Ma vision est "Antananarivo madio,

maha te-honina". C'est une véritable ambition de faire de la capitale une ville propre et où il fait bon vivre. En 2015, lors de la création de notre parti Antoko Politika Madio, notre vision était de miser sur la transparence. Comme l'exemple vient d'en haut, nous souhaitons véhiculer cette vision pour la capitale de Madagascar. Cet assainissement se fera sentir à tous les niveaux : dans la gouvernance, la gestion des marchés, les transports, la circulation. Mettre en place ce nouveau système peut paraître ambitieux – voire même utopique pour un bon nombre d'observateurs – mais il n'est pas impossible de le réaliser. Je peux affirmer que nous pouvons changer Antananarivo en un mandat. Cependant, le maire et son staff ne pourraient pas y arriver sans le soutien des Tananariviens. Ensemble, nous pouvons soulever des montagnes.

T.R.R. : Ensemble, agir pour vivre mieux.

N.A. : Jadis, Antananarivo a été la capitale phare de l'Afrique de l'Est à bien des égards. C'est une ville qui a brillé par son système éducatif, par sa gouvernance, par son développement économique et par la singularité et la cohabitation harmonieuse de tous les habitants. Cela est encore possible. Sans replonger dans ce passé, mais en considérant les paramètres actuels de démographie, de potentiel économique et les limites de la ville, nous projetons la ville dès aujourd'hui vers son réel potentiel de développement économique, social, écologique et humain surtout. Nous allons redonner à Antananarivo sa beauté d'antan. En résumé, et en étant conscient du travail massif nécessaire pour y arriver, la vision que nous ambitionnons pour Antananarivo est de reprendre sa place : de capitale moderne, sécurisée, inclusive développée où il fera bon vivre pour tous les Malgaches ; de porte économique, puissante et locomotive de l'océan Indien qui drainera et appellera les investisseurs dans une boucle de développement durable et économique ; de capitale plateforme économique de l'Afrique subsaharienne, dont les avantages concurrentiels sont durables et sources de développement sur l'échiquier économique africain.

POURQUOI AVEZ-VOUS DÉCIDÉ DE VOUS PRÉSENTER AUX MUNICIPALES ?

A.R. : J'ai fondé mon parti politique après avoir été actif dans des domaines variés : l'art oratoire et la musique. Mon approche est différente de celle des opportunistes politiques qui font le processus à l'envers : ils sont nommés à un poste à responsabilité,

ils fondent ensuite leur parti et puis ils se préparent aux échéances électorales. Ce qui nous donne des partis politiques éphémères sans une réelle base idéologique. Je me suis préparé depuis longtemps et la route que j'ai tracée était bien claire. Durant ma carrière en tant que "mpikabary" ou en tant qu'artiste, j'ai toujours su exactement ce que je ferai. En tant que politicien, je ne déroge pas à la règle. Par exemple, pourquoi ne me suis-je pas présenté aux législatives ? La réputation de nos députés est aujourd'hui très mauvaise. Un maire est plus proche du peuple. Il peut agir directement auprès du peuple. La nouvelle pratique politique pour Madagascar doit commencer par l'Hôtel de ville : mettre fin au népotisme au sein de la commune, c'est le vrai début de la refondation.

T.R.R. : On dit qu'un homme averti en vaut deux. Les expériences que j'ai acquises tout au long de ma carrière, m'ont fait prendre conscience des contraintes qui s'imposent en matière de développement pour la ville d'Antananarivo. Mais en tant que technicien, j'ai pu constater que relever ce défi reste bel et bien dans le domaine du faisable. C'est pour cette raison que je me présente aux élections pour pérenniser les efforts déployés et apporter des solutions au reste du chantier.

N.A. : Mon parcours est celui d'un citoyen malgache, amoureux de son pays, fier de ses racines et protecteur de l'avenir de son pays et de son peuple. C'est avec ces caractéristiques viscérales que j'ai suivi les pas de mes aïeux entrepreneurs dès lors que j'ai compris que cette voie créait des emplois et de la richesse partagée. Très vite, avec la conjugaison de la pauvreté profondément accrue et accélérée, et l'enlèvement des populations dans la perte des valeurs, la perte de confiance et l'abandon total, j'ai réalisé que cela ne suffisait plus. À mes yeux, il était inadmissible de laisser la ville dans son état actuel. J'ai décidé qu'il était temps de reprendre les choses en main et de donner de ma personne pour la cité. Je veux mettre au service de la ville mon expérience et mes réseaux. Et en constatant les énergies positives qui règnent aujourd'hui autour de nous, je n'ai d'autre choix que de servir. Je suis prêt à relever le défi de reconstruire cette ville parce que je sais que des milliers de citoyens comme moi, croient en son potentiel, en ses ressources et en notre capacité collective à réhabiliter ensemble les paramètres d'une grande capitale développée et moderne, où chaque habitant trouvera sa digne place.

CONCERNANT LA GESTION DES FINANCES DE LA VILLE D'ANTANANARIVO, ALLEZ-VOUS EFFECTUER UN AUDIT ? COMMENT COMPTÉZ-VOUS ACCROÎTRE LES RECETTES DE LA CITÉ ?

A.R. : Aujourd'hui, le budget de fonctionnement de la commune dépend encore du Trésor public, mais quand je serai le maire, je prendrai mes responsabilités. Je travaillerais avec les partenaires techniques et financiers pour trouver les solutions à ces problèmes chroniques. J'estime que ces questions relèvent réellement de la capacité de leadership du maire.

T.R.R. : L'état d'esprit dans lequel nous nous apprêtons à diriger l'administration municipale accorde de l'importance à tout ce qui se rapporte à l'évaluation et au contrôle. Le but étant de mener des réformes afin d'établir une relation de confiance aussi bien avec les partenaires qu'avec la population. Cela ne se limitera pas à l'aspect financier, mais s'étendra aussi vers l'aspect organisationnel. En ce qui concerne l'augmentation des recettes, nous avons mené plusieurs études que nous pouvons exploiter sur les potentialités dont dispose la ville.

“

Je travaillerais avec les partenaires techniques et financiers pour trouver les solutions à ces problèmes chroniques.

N.A. : La question du financement du développement urbain constitue l'un des axes prioritaires de l'action municipale pour améliorer le cadre de vie, pour relever le niveau et la qualité de vie des populations, pour accompagner la croissance des entités productives et pour créer des emplois. Accroître les recettes de la commune se fera en crédibilisant la gestion des finances, et en s'assurant que celles-ci entrent effectivement dans ses caisses. Sur ce sujet, un audit sera bien évidemment effectué, il est indispensable afin que nous puissions faire un état des lieux et engager des améliorations, en priorisant les dépenses au service de la population. Sans en dévoiler les contours sur lesquels toute une équipe travaille rigoureusement actuellement, je

peux assurer que cela engagera une série de réformes de gouvernance incluant un important programme d'investissement ancré dans une triple approche de planification, de modernisation du cadre urbain et de résolution des questions de pauvreté liée à l'accès aux fondamentaux tels que l'eau, l'électricité, la sécurité publique et l'hygiène collective. La viabilité de ce programme repose essentiellement sur la capacité d'Antananarivo à développer des stratégies innovantes appropriées à nos ressources et nos besoins, et au sein desquelles l'accroissement des recettes, leur gestion, et leur utilisation reposera sur un principe de transparence résolument tourné vers l'intérêt collectif. C'est pourquoi je suis aussi désireux de développer une fiscalité incitative, afin que chacun puisse contribuer.

SUR LE CHAPITRE DES PATRIMOINES DE LA VILLE : COMMENT ALLEZ-VOUS PROCÉDER POUR RÉCUPÉRER TOUS LES PATRIMOINES DE LA COMMUNE URBAINE D'ANTANANARIVO (FONCIERS, BÂTIMENTS, ETC.) ?

A.R. : Je vais nommer un directeur des affaires juridiques qui aura suffisamment de poigne pour pouvoir identifier tous ces patrimoines de la commune et surtout les reprendre en main. La CUA a encore beaucoup de domaines qu'elle peut exploiter efficacement pour solutionner ses problèmes : parkings, marchés. Presque dans tous les arrondissements, la municipalité d'Antananarivo possède un patrimoine foncier essentiellement ou les bâtiment. Je les ai déjà préalablement identifiés, avec le concours des agents de la commune.

T.R.R. : Je suis né à Antananarivo, j'ai grandi ici. Et tout ce qui concerne ma ville m'est cher. Je mobiliserai une équipe et j'invite tout un chacun à se joindre à nous pour défendre cette cause.

N.A. : La Commune urbaine d'Antananarivo dispose d'un patrimoine riche et qui doit rester à la fois la fierté et la propriété des habitants. Le vrai défi avant de répertorier, lister, réhabiliter et préserver ce patrimoine sera de faire respecter la loi. Ensuite, dans une perspective d'identification et de revalorisation culturelle plus que nécessaire pour nous Malgaches, de surcroît dans la capitale, il me semble primordial de mettre en place un vrai projet de valorisation culturelle, incluant le patrimoine de la CUA. Ce projet sera piloté par des experts et inclura la récupération des patrimoines.

QUANT À LA GESTION DES MARCHÉS ET DES MARCHANDS AMBULANTS, QUELLES SONT LES MESURES QUE VOUS PRENDREZ ? NE CRAIGNEZ-VOUS PAS DE VERSER DANS LE POPULISME ?

A.R. : Ma politique de gestion des marchands ambulants repose toujours sur le dialogue. Certes, il n'a jamais été aisé de normaliser le système des marchés municipaux à Antananarivo. Cependant, le dialogue et la négociation peuvent s'avérer plus performants et justes pour dégager un consensus. Comme mesures concrètes, je vais mettre fin à la tenue des marchés hebdomadaires : lundi (Ambohimananina), mercredi (Andravoahangy), jeudi (Mahamasina) et vendredi (Ambodin'Isotry), etc., car ils n'ont plus leur raison d'être dans une ville moderne. Cependant, nous allons mettre en œuvre des mesures d'accompagnement. La fermeté sera de mise : les marchands seront tenus de respecter la propreté de leurs étals mais ceux qui achètent dans les rues, seront aussi sanctionnés. Le maire et son staff seront disponibles 24/24 h. Pour le populisme, c'est une question d'approche. Grâce à mon cursus très diversifié, j'ai développé une aptitude à nouer une relation de proximité avec les gens et de forger une dynamique de rassemblement autour d'un intérêt commun. Ce caractère de leader rassembleur a été renforcé durant mon parcours au Fikambanan'ny mpikabary malagasy (Fimpima) ainsi qu'à mes précédentes formations dans le domaine du leadership. Les dialogues seront initiés dans un premier temps, mais la loi sera appliquée, ensuite.

T.R.R. : Grâce à une approche participative, le risque de populisme sera écarté en responsabilisant et en conscientisant toutes les parties prenantes par rapport au fait qu'Antananarivo est la capitale de Madagascar.

N.A. : Le paysage économique d'Antananarivo inclut les marchés ambulants, souvent dans le volet de l'économie informelle. Ces marchands sont de vrais symboles de débrouillardise et de solidarité et certains sont devenus de vraies petites institutions à eux seuls. On ne peut les évacuer que si on leur apporte les places de marché nécessaires pour exercer leur métier. Comme le commerce est le cœur économique de la ville d'Antananarivo et le moyen de subsistance de la majorité de ses citoyens, il faut pouvoir organiser les marchés pour qu'ils puissent continuer à travailler. Sans verser dans le populisme,

la modernisation de la capitale demain tiendra compte de cette spécificité. Il existe des politiques progressives de réinsertion de l'économie informelle qui ont fait leurs preuves. Nous développerons celle qui sera appropriée aux spécificités de la capitale avec des étapes d'ajustement structurel



Le renforcement de la coopération intercommunale permettra d'y réfléchir ensemble et de partager les bonnes pratiques.

tenant en compte les paramètres sociaux, économiques, humains et urbains.

EN CE QUI CONCERNE LA GESTION DE LA CIRCULATION, QUELLES SOLUTIONS APPORTEREZ-VOUS POUR RÉDUIRE LA CONGESTION DANS LA VILLE ? COMMENT ALLEZ-VOUS GÉRER LES PARKINGS ? SOUS VOTRE MANDAT, LES POUSSE-POUSSE ET LES CHARRETTES CIRCULERONT-ILS TOUJOURS DANS LA CAPITALE ?

A.R. : L'ensemble des mesures que nous prendrons, la gestion des marchés, la construction d'infrastructures, la restructuration des transports publics... réduira automatiquement les embouteillages dans la ville. Les vendeurs de véhicules d'occasion seront déplacés dans les communes périphériques, c'est une nécessité à l'heure actuelle.

T.R.R. : La congestion dans la ville est un problème qui concerne différents acteurs qui ont chacun leur part de responsabilité et avec lesquels on renforcera la coopération pour une meilleure coordination des actions à mener. Concernant la gestion des parkings, nous procéderons à une évaluation des conventions d'externalisation existantes avant de prendre des mesures. Le développement que l'on souhaite mettre en œuvre pour la ville d'Antananarivo se veut être inclusif. Comme les pousser-pousse et les charrettes constituent pour le moment des moyens de transport utilisés dans la capitale, nous préconisons d'instaurer

la discipline en renforçant l'éducation citoyenne.

N.A. : Je suis conscient que ces questions sont dans la bouche de tous les habitants d'Antananarivo. En réalité, elles abordent les questions de désengorgement de la ville et de restructuration de la circulation. De sécurité collective aussi, ainsi que d'efficacité économique qui est étranglée par la densité des embouteillages dont nous nous plaignons tous. Mais pas uniquement. Elles englobent aussi les questions de respect des uns et des autres, de respect des règles de vie commune et de respect des lois tout simplement. Il faut mettre fin à la gabegie régnante qui nous a conduits vers une capitale totalement sale, source d'insécurité et de souffrances pour une frange massive de la population. La politique de réhabilitation et d'aménagement urbaine de la capitale doit partir d'un changement de schéma de pensée pour beaucoup d'entre nous. Il faut d'abord plaider pour des investissements en infrastructures, que l'État est déjà en train de prendre en charge, mais surtout nous allons proposer un nouveau plan de circulation qui, avec un minimum de moyens, permettra de fluidifier la circulation des véhicules. Il faudra passer par des compromis, il faudra accepter des changements lourds mais nécessaires. Nous allons nous assurer que chacun retrouve sa place appropriée, que les voitures soient sur les routes, les marchands au sein des marchés, et les piétons sur les trottoirs. Il faudra redonner du sens à la confiance collective et mutuelle parce que chacun d'entre nous contribuera à cette construction d'une nouvelle capitale moderne et belle. N'oublions pas que nous sommes restreints par l'espace disponible pouvant servir de parkings. Une solution viable sera d'élever ces places, et donc d'ériger des bâtiments avec parkings en hauteur.

LA GESTION DES DÉCHETS A TOUJOURS POSÉ PROBLÈME À ANTANANARIVO, QUE POUVEZ-VOUS DIRE LÀ-DESSUS ?

A.R. : Quand je serai maire, il n'y aura plus d'amoncellement d'ordures. Le premier travail à faire, en amont, est de sensibiliser les habitants de la ville à la problématique des déchets ménagers. Chacun est responsable. Il est important de mener une campagne de communication à partir des mass-médias. D'ailleurs, je compte bien accélérer les procédures pour la réouverture de la radio et de la chaîne de télévision de la municipalité d'Antananarivo. L'État se doit également de faire l'effort pour augmenter

le nombre d'infrastructures comme les bacs à ordures ou les infrastructures sanitaires. Cela contribuerait amplement à l'assainissement de la ville. Quant à la gestion des ordures, j'ai longtemps travaillé de nuit pour une compagnie aérienne. Cette expérience m'a permis de constater que la circulation est plus fluide pendant la nuit. Ainsi, pour éviter les bouchons et l'accumulation des ordures pendant la journée, le ramassage des ordures se fera exclusivement la nuit, comme c'est le cas dans d'autres villes du monde. Nous avons déjà prévu d'augmenter la flotte de camions entre les mains de la commune. Il est important aussi d'améliorer les conditions de travail des agents communaux en charge des services nocturnes pour qu'ils soient rémunérés comme il se doit.

T.R.R. : Cette problématique se pose pour toutes les communes, surtout urbaines. Et plusieurs études ont été menées dans ce domaine. Le renforcement de la coopération intercommunale permettra d'y réfléchir ensemble et de partager les expériences et les bonnes pratiques. La CUA doit revendiquer à ce que cette compétence soit transférée à nouveau vers la commune qui est la plus habilitée en la matière. L'éducation à la citoyenneté tient également un rôle prépondérant dans la résolution de ce problème.

N.A. : La gestion des déchets dans les capitales africaines est un fait courant. Elle est loin d'être la propriété exclusive d'Antananarivo puisque 16 villes les plus sales du monde se situent en Afrique. Elle apparaît comme une vraie priorité au vu de ses impacts sur la santé publique, sur le bien-vivre et sur le visage de la capitale. Des solutions réelles existent et peuvent transformer ces gestions de déchets en projets économiques sources d'emplois et de développement. C'est à ce niveau que je veux positionner le défi de la gestion des déchets, qu'il faut aussi voir comme des sources potentielles d'énergie pour illuminer la ville. Une chose est sûre, les habitants d'Antananarivo ne méritent pas de vivre au milieu des ordures. Nous allons enclencher des projets de toutes tailles et impliquant différentes parties prenantes (secteur privé, commune, investisseurs...) pour implémenter une gestion des déchets à une dimension économique (création d'emplois), écologique (recyclage) et sociale (système de ramassage par quartiers, sensibilisation au tri des déchets...). Ici aussi, un changement d'état d'esprit va s'opérer pour que nous agissions tous ensemble vers une ville propre et saine.

CONCERNANT LA MOBILITÉ URBAINE, APPORTEREZ-VOUS DES IDÉES INNOVANTES POUR LES TRANSPORTS PUBLICS ?

A.R. : Comme je l'ai esquissé, ma philosophie est que chaque projet spécifique doit être aux normes et harmonieux. Je compte améliorer la mobilité urbaine à travers l'utilisation des technologies. Des GPS seront installés dans les taxi-be. Des caméras de surveillance seront mises en place à chaque arrêt de bus. Les agents de la police municipale seront dotés de caméra. Mais je suis convaincu que les discussions sont les bases de toute avancée. Elles font que les parties prenantes s'accordent sur les mesures urgentes et les points d'amélioration.

“

Je veux simplement dire qu'à mes yeux il faut d'abord être un citoyen avec des valeurs humaines.

T.R.R. : En matière de mobilité urbaine, les idées innovantes ne manquent pas. Le vrai défi est de faire en sorte que la ville d'Antananarivo ne soit pas un "cimetière de projets". Ensemble, on peut y arriver.

N.A. : Certainement, mais je ne veux pas être accusé de rêver. J'ai compris que le défi de la mobilité urbaine à Antananarivo est au cœur de frustrations en tous genres, mais se dresse aussi comme un vrai frein au développement économique. Antananarivo n'a pas réussi à dompter l'étalement de la ville confrontée au développement accéléré de la démographie, mêlée aussi à la massification urbaine. Pour notre capitale, le défi est triple : humain d'abord, il faut sécuriser et fluidifier la circulation en sécurisant les piétons et les moyens de locomotion non motorisés ; social ensuite, l'allongement des distances et la difficulté d'accès à la ville ont des impacts sociétaux lourds – et je pense particulièrement à la saison des pluies qui approche – ; et économiques bien évidemment : congestion, impacts négatifs sur l'économie locale et l'attractivité. Nous avons mobilisé l'ensemble des parties prenantes pour construire une approche réaliste mais efficace : elle contient à la fois des innovations, des solutions immédiates (l'optimisation du canal Andriantany par

exemple) et englobe les paramètres de développement micro-économique local et d'embellissement des quartiers.

SELON VOUS, QUELLES SONT LES QUALITÉS D'UN BON MAIRE ?

A.R. : Le maire est le premier magistrat de la ville. Ce titre lui confère des responsabilités. Il se doit d'être l'homme de la situation. Il doit être un politicien responsable et pragmatique, ce qui est encore plus vrai dans une situation de crise. Un bon maire doit apporter les solutions adéquates et gérer à bon escient une crise.

T.R.R. : Avant tout, il doit être une personne qui connaît bien sa localité, qui y a vécu et qui y vit encore, ayant une bonne compréhension des besoins de la population. Il ou elle doit être toujours à l'écoute et avoir une vision et un objectif clairs et les compétences techniques nécessaires pour les réaliser. Enfin, un maire se doit d'être un rassembleur afin de pouvoir mobiliser toutes les forces existantes.

N.A. : Il serait prétentieux de ma part de répondre à cette question, à laquelle je ne suis même pas certain que de vraies réponses objectives existent. Je veux simplement dire qu'à mes yeux il faut d'abord être un citoyen avec des valeurs humaines. Aussi simples soient-elles, je défends ardemment les valeurs du "fihavanana" malgache, de partage, de générosité naturelle que nos parents nous ont transmis, et de respect de l'autre. Chaque Malgache a le droit et le devoir de vivre décemment dans cette ville qui nous appartient tous. Et c'est avec ces mêmes valeurs que je veux reconstruire la ville d'Antananarivo dès aujourd'hui. Je refuse que les habitants de cette ville vivent dans la peur, la pauvreté, l'ignorance et l'extrême précarité. Je refuse aussi que la jeunesse déserte cette ville par désespoir et perte de confiance en l'avenir. Avec mes convictions et ma détermination, ainsi que le travail de toute mon équipe, nous avons établi un programme réaliste et réalisable, traitant à la fois des urgences et des projets à moyen et long termes. Il s'agit d'un programme économique, social et écologique qui remet le citoyen Malagasy au centre des richesses les plus importantes dont dispose notre pays. En conclusion, nous voulons construire la capitale du bon vivre aujourd'hui, mais nous voulons aussi construire la capitale qui fera la fierté et le bonheur de nos enfants et petits-enfants demain. Et nous sommes prêts. **P**

Contentieux électoraux aux élections territoriales

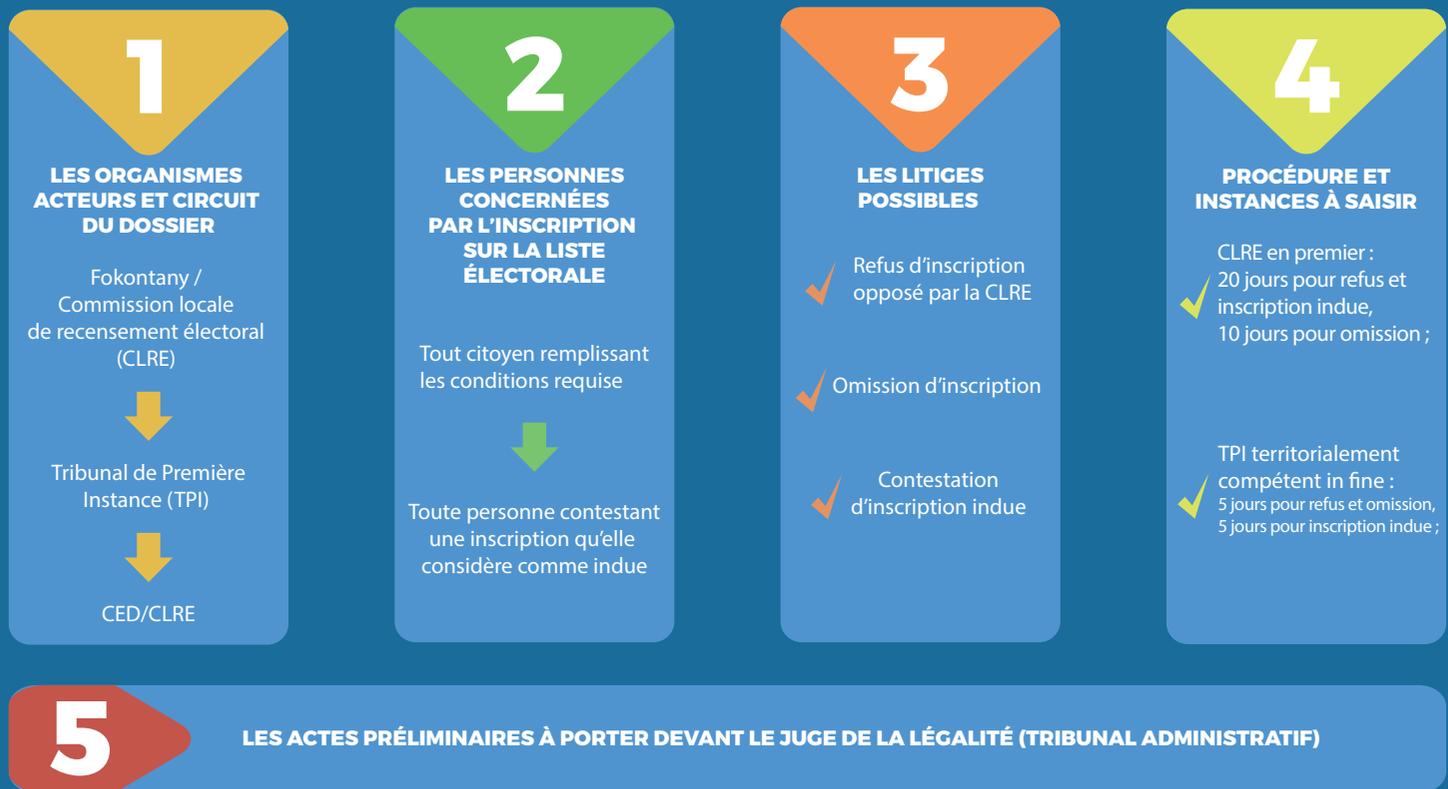
Infographies : Mahery Orimbato

« Azo raisina fa tsy mitombina ». Cette sentence tragi-comique de Jean-Eric Rakotoarisoa résonne encore jusqu'à maintenant et restera dans les annales des contentieux électoraux. Pour éviter qu'elle soit de nouveau utilisée, nous vous dévoilons un résumé du guide édité par la FES, le ministère de la Justice avec la CENI pour déposer une requête en bonne et due forme lors des élections communales et municipales.

Suivez le guide →



I- CONTENTIEUX SUR LA LISTE ÉLECTORALE



II- CONTENTIEUX DE CANDIDATURE



III- CONTENTIEUX DE CAMPAGNE ÉLECTORALE

PROCÉDURE ET INSTANCES À SAISIR

- ✓ Au TA en premier :
du lendemain du jour du vote jusqu'à la veille de la proclamation officielle des résultats définitifs ;
- ✓ Au niveau du Conseil d'État en cassation :
10 jours francs sans délai de distance du jour du prononcé du jugement ;

Qui peut demander ?

- ✓ Électeur
- ✓ Le candidat/mandataire/délégué/observateur



IV- CONTENTIEUX DES OPÉRATIONS MATERIELLES DE VOTE ET CONTENTIEUX DES RÉSULTATS :

4- PROCÉDURE ET INSTANCES À SAISIR

Au TA en premier :

- ✓ - Pour les cas de contestation relative aux opérations matérielles de vote : du lendemain du jour du vote jusqu'à la publication des résultats provisoires ;
- ✓ - Pour les cas de contestation relative aux résultats électoraux : du jour de la proclamation des résultats provisoires jusqu'à la veille de la proclamation des résultats définitifs ;

Au Conseil d'État en cassation :

- ✓ 10 jours francs sans délai de distance du jour du prononcé du jugement ;

3- Qui peut demander ?

- ✓ Électeur
- ✓ Le candidat/mandataire/représentants des entités de soutien/délégué/observateur



1- Motifs

Irrégularités constatées durant le jour du scrutin ;

2- Objectifs

- ✓ Annulation des votes irréguliers, des voix obtenues par un candidat, des opérations électorales dans un ou plusieurs bureaux de vote ou de toute la circonscription électorale
- ✓ Contestation de la véracité des résultats dans un ou plusieurs bureaux de vote
- ✓ Réformation des résultats sur la base des annulations sus énumérées

V- CONTENTIEUX DE LA DISQUALIFICATION

1- Personne(s) visée(s)

- ✓ Candidats

2- Motifs

- ✓ Non démission pour les occupants des hauts fonctions ou emplois ;
- ✓ Propos jetant le discrédit aux administrations électorales et judiciaires ;
- ✓ Actes de pressions à l'encontre des administrations électorales ou judiciaires ;

3- Qui peut demander ?

- ✓ Electeur
- ✓ Candidat concurrent

4- Procédure et instances à saisir

- ✓ Au TA en premier : du jour de la publication des listes définitives des candidats jusqu'à la veille de la proclamation du résultat définitif ;
- ✓ Au Conseil d'Etat en cassation : trois (3) jours à compter de la notification ;

VI- REMARQUES IMPORTANTES À RETENIR

De la requête

La requête doit être écrite en trois exemplaires. Elle doit mentionner les noms du requérant ainsi que son adresse. Elle doit désigner le candidat ou la liste de candidats dont l'élection est contestée et contenir des moyens et conclusions. La requête est personnelle et ne vise qu'un seul objectif. En cas de requête collective, un mandataire parmi les demandeurs doit être désigné. La requête doit être déposée au Greffe du TA/TPI compétent, à l'arrondissement administratif, à la Ceni ou ses démembrements, directement, par lettre recommandée ou par exploit d'huissier. En cas de rejet de la requête, il y a une possibilité de proposer une nouvelle candidature de substitution/délai 48h de sa notification de la décision ou se pourvoir en cassation.



Les pièces et les preuves

La carte d'électeur est obligatoire. Les témoignages et ou toutes les pièces ou les documents jugés utiles pour la défense de la cause doivent être réunis. Il faut être précis et bien relater les faits évoqués. Le demandeur doit apporter les preuves. Lors du vote, il faut bien mettre au clair et par le signe X ou par une empreinte digitale son choix. Les marquages particuliers et les signes de reconnaissance conduisent à l'annulation de la voix.



Pour obtenir votre exemplaire du Guide, appelez le numéro +261 34 05 344 34

« Il est impossible de construire une nouvelle ville à 30 km d'Antananarivo »

Projet-phare de Andry Rajoelina, la nouvelle ville Tanà-Masoandro cristallise les critiques des opposants et se heurte au refus des propriétaires des rizières. Gérard Andriamanohisoa, conseiller spécial du président de la République, en charge du projet, évoque ce sujet ainsi que les autres défis auxquels les villes malgaches font face.



Raoto Andriamanambe



SOMMES-NOUS SUFFISAMMENT PRÉPARÉS POUR RÉPONDRE AUX DÉFIS URBAINS ?

Comme tous les experts disent, Madagascar est encore dans la phase de transition urbaine. En termes de population, nous sommes encore en dessous du seuil en Afrique sur le rapport urbains-ruraux. Dans certains pays, près de 50% de la population sont dans les villes, nous sommes encore aux alentours de 30%. Cependant, la Grande île est dans un carrefour transitionnel. Les villes sont considérées comme les meilleurs refuges en termes d'habitation, d'emplois, etc. Tant que nous n'arriverons pas à développer des pôles de croissance au niveau des zones rurales, les villes vont encore recevoir d'avantage d'habitants. La croissance sera constante. L'estimation du ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Habitat et des Travaux publics (MAHTP) est que d'ici 2050, la moitié de la population malgache sera urbaine.

LES VILLES MALGACHES ACTUELLES SONT-ELLES PRÊTES À CETTE TRANSITION ?

Le taux de planification est très faible. Parmi les 172 villes qui comptent plus de 5 000 habitants à Madagascar, seule une quarantaine dispose d'une planification

territoriale. Durant la colonisation, même des villes secondaires disposaient d'un schéma ou d'un plan d'urbanisme restreint.

SUR CE SUJET DU NON-RESPECT DES PLANS D'URBANISME : EST-CE UNIQUEMENT LA RESPONSABILITÉ DES MAIRES ?

Je ne dis pas encore non-respect des plans d'urbanisme, vu que très peu de villes en disposent. Or les villes vont recevoir davantage d'habitants. C'est dans ces structures non planifiées que la croissance s'opérera. C'est pourquoi la croissance urbaine est le véritable défi en termes de développement. La question est de savoir comment faire en sorte que la croissance puisse être positive pour le développement ? D'autres problématiques doivent être solutionnées : la maîtrise foncière ou encore la quasi-inexistence de réserves foncières, par manque d'anticipation ou de planification. La plupart des communes n'ont pas la maîtrise foncière. Elles ne peuvent pas orienter leur développement par rapport aux fonciers qui restent disponibles. Les occupations foncières ne sont pas actualisées. Malgré ces défis, nous demeurons confiants. L'aspect positif est que les villes ont un poids économique

très important. Elles représentent 2/3 de l'économie nationale. Les richesses nationales sont produites par les villes. Antananarivo génère près de 42% du PIB malgache. Dans ce contexte de carrefour d'urbanisation, il faut voir comment conjuguer les efforts et comment transformer le retard en des opportunités, par exemple à travers les projets de nouvelles villes, comme Tanà-Masoandro ou la construction de nouveaux quartiers. La ville a besoin de développement d'espaces économiques et d'espaces d'habitation. À Antananarivo, 70% des habitations sont précaires. Nous avons des problèmes de développement des zones commerciales et industrielles. Chaque ville essaie d'anticiper les défis en créant des nouveaux espaces. C'est l'essence même de Tanà-Masoandro.

LES MAIRES SONT BIEN SOUVENT EN PREMIÈRE LIGNE DANS LA FAILLITE DE LA GESTION DE LEUR COMMUNE, MAIS LES AGENTS DU MAHTP NE SONT-ILS PAS ÉGALEMENT CONDAMNABLES ?

Les institutions, comme le MAHTP, ne doivent pas jouer le rôle de gendarmes. Elles doivent être un appui au développement

urbain, en mettant en place tous les services et les moyens que l'État au niveau central a en main.

LES COMPÉTENCES SONT-ELLES SUFFISANTES ?

Il y a un important manque en termes de compétences. Les maires ne sont pas forcément des spécialistes dans les secteurs de l'aménagement du territoire ou de l'urbanisme. Quand on regarde la structure des communes, l'organigramme est toujours le même : il ne met pas en valeurs les fonctions techniques, les spécialistes des voiries, du développement urbain, les questions d'assainissement, le développement de projet... On reste dans une structure archaïque, alors qu'en face les communes sont en mutation. L'État ainsi que le MAHTP doivent se positionner pour délocaliser au maximum, au niveau des régions et des districts, les compétences afin de fournir cet appui au niveau des maires et des villes. Une ville qui a plus de 10 000 habitants doit élaborer son plan d'urbanisme. En l'absence de compétence au niveau de l'État, il faut recourir à des consultants. De manière générale, il faut que nous arrivions également à respecter les règlements. Voyez ce qui se passe à Antananarivo par exemple : à quoi servent les textes sur la réserve d'emprise d'une route nationale s'ils ne sont pas appliqués ? Nous sommes des champions en matière d'élaboration de textes et de lois, mais nous sommes bons derniers en termes d'application. C'est le genre de réforme en termes de gouvernance qu'il faut mener, que cela soit au niveau de l'État, des collectivités décentralisées ou des communes.

ABORDONS À PRÉSENT TANÀ-MASOANDRO. LES MANIFESTATIONS CONTRE LE PROJET SE SONT INTENSIFIÉES CES DERNIÈRES SEMAINES. POURQUOI AVOIR CHOISI PRÉCISÉMENT AMBOHITRIMANJAKA COMME LIEU D'IMPLANTATION ? POURQUOI NE PAS AVOIR IMPLANTÉ LE PROJET DANS LES ZONES PÉRIPHÉRIQUES D'ANTANANARIVO ?

Comme le président l'a dit, c'est un faux problème. Pour pouvoir proposer une solution au développement des pôles urbains, il faut comprendre la ville d'Antananarivo. Aujourd'hui, elle a une structure monocentrique : les pôles importants, économique, administratif, social et intellectuel, se trouvent en centre-ville. Aussi bien les habitants d'Antananarivo que des périphériques ont besoin de la capitale pour vivre. Il faut répondre aux problématiques majeures de cette ville. Cela fait maintenant 20 ans que

le projet Grand Tanà a été élaboré, dans le schéma d'extension d'Antananarivo. Dans ce sens, il était prévu de développer les services au niveau des périphériques pour retenir les habitants de ces communes. Mais rien n'y fait. Nous avons accumulé énormément de retard. Le problème des embouteillages génère un dérèglement économique très important. Pour y remédier, il est important de densifier la connectivité des périphériques avec Antananarivo, faciliter les échanges entre les pôles Sud et Nord, Est et Ouest avec le centre-ville. Le développement de l'Avaradrano ou de l'Atsimondrano nécessitera la mise en place d'infrastructures et l'aménagement foncier. Il faut y créer des centres commerciaux et économiques pour que les habitants n'aient pas tendance à venir à Antananarivo. Mais pour ce faire, il faut des développeurs. Revenons à Tanà-Masoandro. Aujourd'hui, soyons réalistes. La rive droite de l'Ikopa a été progressivement remblayée. Depuis

“

Pour pouvoir proposer une solution développement des pôles urbains, il faut comprendre la ville d'Antananarivo.

la première République, on a urbanisé le Betsimitatatra : Anosy, Ampefiloha, Andavamamba, etc. Les petites occupations au niveau des rizières, initialement prévues à des fins agricoles ont été transformées en quartiers informels à présent, de manière quasi-anarchique. Comment arrêter ce remblayage ? Tanà-Masoandro est une solution pour répondre à une urgence. Actuellement, au vu des enjeux, il est impossible de construire une nouvelle ville à 30 km d'Antananarivo, comme certains le réclament. Le flux sera identique. L'emplacement stratégique actuel de Tanà-Masoandro permettra d'offrir une opportunité pour les Tananariviens de ne plus remblayer la rive droite de l'Ikopa, ce qui représente déjà un danger pour la ville. Tanà-Masoandro présentera aussi une solution en termes d'emplois, du fait de sa proximité avec le centre névralgique de la capitale. Pour réussir un modèle économique

d'une nouvelle ville fonctionnelle, il ne faut pas qu'elle soit loin des opportunités en termes de pôles : aéroport, centre-ville et centre administratif. Il serait insensé de déplacer les ministères à 30 km d'Antananarivo alors que les agents de ces services vont toujours rentrer chez eux ou que les usagers des services de l'État doivent effectuer le déplacement. Comment se déplaceront-ils si la nouvelle ville est située loin d'Antananarivo ? Nous n'avons pas encore mis en place les solutions de mobilité comme les tramways ou les voies express. Au Sénégal, la nouvelle ville de Diamniadio fait face à cette problématique. Six ministères y sont actuellement installés, mais les agents doivent faire le déplacement tous les jours entre Dakar et Diamniadio. Ce qui pose des problèmes importants. Tanà-Masoandro sera située à un peu moins de vingt minutes du centre-ville d'Antananarivo. On peut faire le déplacement à pied. Devant les défis de l'accroissement urbain et de la capitale, il est urgent pour nous de proposer une solution de proximité à la ville actuelle. Développer d'autres pôles urbains s'inscrit dans un projet à long terme. Je tiens à souligner que la gouvernance administrative de Madagascar coûte très cher à l'État, notamment l'entretien de ses vieux bâtiments. Les congestions occasionnent également une perte économique importante pour la population et pour le gouvernement. Un exemple simple : pour faire une réunion interministérielle, il faut parfois près de deux heures de trajet. Il faut apporter un modèle de gouvernance plus émergente, moderne et qui coûtera moins chère à l'État. Les ministères seront regroupés à Tanà-Masoandro, 20 000 logements seront développés en parallèle. Le président Philibert Tsiranana a construit un peu moins de 6 000 logements, dans tout Madagascar, Didier Ratsiraka, 20 000. Ces constructions datent déjà de quelques décennies. Les besoins de logements rien que pour Antananarivo sont très importants. Mais cela nécessite la création de nouveaux espaces d'habitation.

L'UN DES GRIEFS QUI EST REPROCHÉ AU PROJET EST SON APPROCHE. TANÀ-MASOANDRO SERA-T-ELLE UNE VILLE ACCESSIBLE ? NE RISQUE-T-ELLE PAS DE DEVENIR UN ÉNIÈME GHETTO DE RICHES, COMME ANTANANARIVO EN COMPTE PAR DIZAINES ?

Nous allons adapter Tanà-Masoandro au contexte de la ville d'Antananarivo et de Madagascar. Nous n'allons pas développer un modèle de modernité isolée. Tanà-Masoandro sera un modèle de ville mixte du



point de vue fonctionnel et du point de vue des contenus. Cette nouvelle ville stimulera le développement des activités pour toutes les couches de la population. Des zones dédiées au commerce, aux ateliers, aux boutiques seront mises en place, des structures de type hangar seront érigées pour accueillir les petits commerçants. Même les vendeurs de véhicules d'occasion auront leurs espaces réservés. Pour attirer les touristes, les quelque 300 vendeurs d'articles de souvenir seront délocalisés à Tanà-Masoandro. Pour les travailleurs, des cités d'habitat seront construites. Près de 20 000 ménages seront accueillis dans cette cité structurée, à travers des logements sociaux. La nouvelle ville ne sera pas seulement dédiée aux immeubles de haut standing, aux chancelleries ou aux institutions, mais près de 200 ha seront affectés aux zones d'habitat intermédiaires, nous visons particulièrement les jeunes ménages.

COMMENT LE MONTAGE FINANCIER SERA-T-IL ORGANISÉ POUR CONCRÉTISER CE PROJET D'ENVERGURE ?

Souvent, on fait allusion au budget de l'État quand on pense au financement du projet Tanà-Masoandro. L'objectif est de viabiliser 1 000 ha qui ne seront pas entièrement dédiés à la construction mais répartis selon un schéma d'aménagement précis. Dans un premier temps, il faudrait un budget compris entre 2 500 à 2 600 milliards d'ariary, selon nos estimations. Où est-ce qu'on peut trouver cet argent ? Le schéma est simple. L'extension de la ville d'Antananarivo n'a pas eu besoin d'énormément de fonds de la part de l'État. Le secteur privé s'y est attelé, mais la condition est qu'un environnement

favorable aux investissements soit instauré. Nous allons construire une ville sécurisée, loin de tous ces problèmes en milieu urbain. La salubrité et les infrastructures aux normes seront déjà des facteurs qui attireront les investisseurs. Le coût de connectivité sera abordable également. Une Société d'économie mixte (SEM) sera créée. L'État en sera l'actionnaire majoritaire. Elle pilotera le projet. Cependant, le capital sera ouvert aussi bien au secteur privé qu'aux sociétés d'État, qui ont beaucoup de réserves en liquidité. On les incitera à investir. La SME procédera aux levées de fonds et à la prospection de futurs développeurs. En ce qui concerne le prix, les premières estimations que nous avons faites tournent autour 65 à 70 euros le mètre carré : le terrain sera viabilisé avec le système de voirie, l'énergie et l'eau courante ainsi que la connectivité avec la fibre optique. Un foncier de cette qualité coûte entre 150 et 300 euros le m² à l'étranger. Pour marquer sa volonté sans faille, les premiers travaux de viabilisation seront effectués par l'État. La zone concernée par la première phase s'étend sur 387 ha. Le MAHTP bénéficiera d'un budget de 27 milliards d'ariary pour faire les remblais. Une fois cette phase terminée, on peut déjà ouvrir le site aux premières constructions. Des contrats ont déjà été conclus avec des développeurs pour la construction de trois bâtiments. Nous avons déjà reçu des offres sur les premières zones : un parc industriel, par des investisseurs nationaux, et les zones pour des hôtels de standing international. Une fois la SME mise en place, nous aurons une capacité plus grande et nous pourrions commencer à faire les

missions de promotion. Si les procédures des finances publiques sont appliquées pour un tel chantier, nous accuserons des retards énormes. Il faut une certaine célérité dans les décisions et dans les appels d'offres. Les 27 milliards d'ariary prévus pour le lancement des travaux ont été déjà inscrits dans la loi de finances, mais ce n'était qu'en octobre que nous sommes arrivés à contracter pour les premiers travaux ! Le développement de Tanà-Masoandro s'articulera autour de la synergie entre les entités publiques et le secteur privé.

LA CONSTRUCTION DE TANÀ-MASOANDRO SIGNIFIE-T-ELLE DONC QUE LA RESTRUCTURATION D'ANTANANARIVO SERA ABANDONNÉE ?

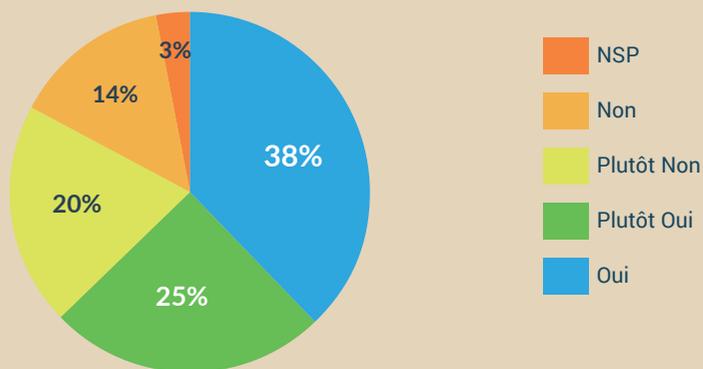
Il faut comprendre Antananarivo. Les trois millions d'habitants de la capitale vont doubler d'ici 2033. Nous allons encore assister à un développement de manière informelle et anarchique de la ville. Les constructions qui ne suivent pas les normes ne feront que s'empiler. Tanà-Masoandro sera un facteur d'attractivité et une impulsion nouvelle pour Antananarivo. Elle permettra de réduire la pression déjà très grande sur la capitale. Il s'agit d'un enjeu économique : la Ville des Mille génère 42% du PIB de la Grande île. C'est à partir d'elle que parte la moitié des conteneurs vers le port de Toamasina. Les capacités du grand port seront multipliées, mais Antananarivo doit aussi suivre le mouvement. Il faut baisser la pression et créer de nouvelles opportunités. Il serait suicidaire pour la ville d'Antananarivo et Madagascar de ne pas proposer de solution, de ne pas mettre en œuvre Tanà-Masoandro. P

FOCUS SUR LA VILLE D'ANTANANARIVO ET LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Infographies : Mahery Orimbato



Attractivité de la ville d'Antananarivo



Base : Échantillon total n= 2516

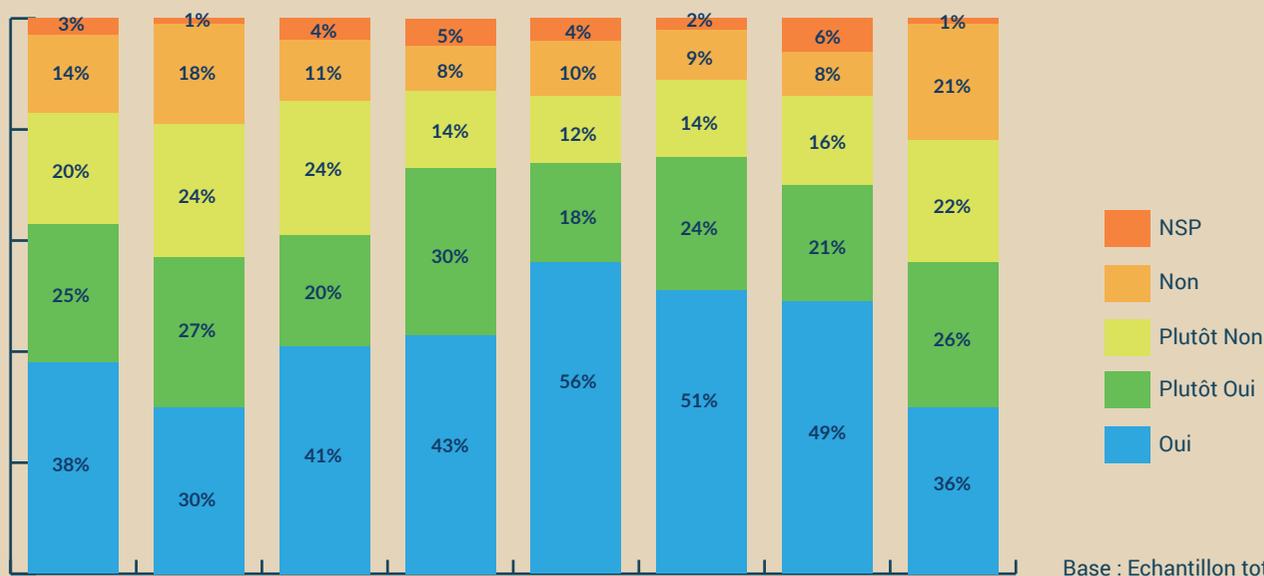
Selon vous, la capitale est-elle une ville attractive et appréciable ?

63% de la population malgache trouvent Antananarivo plus ou moins attractive dont 38% de « oui », et 25% de « plutôt oui ».

Attractivité de la ville d'Antananarivo selon chaque province

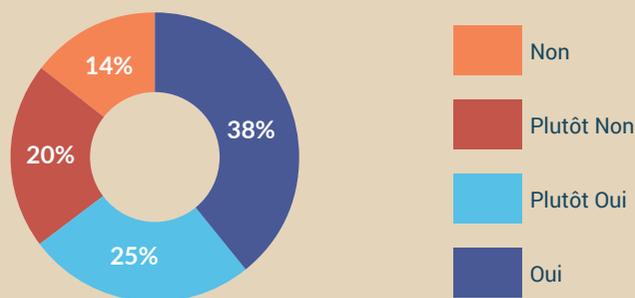
Selon vous, la capitale est-elle une ville attractive et appréciable ?

Les résultats pour les habitants de la CUA se rapprochent grandement de ceux de la province d'Antananarivo : les habitants, pour l'un comme pour l'autre, sont les moins convaincus de l'attractivité et de l'appréciabilité de la ville avec seulement 30% ayant répondu « oui » ce qui est largement inférieure à ceux des autres provinces comme Mahajanga ou Toliara, et 21% et 18% ayant répondu « non », ce qui, à l'inverse, est largement supérieur aux autres provinces.



Base : Echantillon total n= 2516

Attractivité de la ville d'Antananarivo selon le profil global des répondants



Ensemble n=2516

Selon vous, la capitale est-elle une ville attractive et appréciée ?

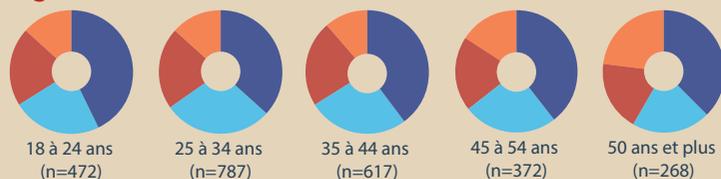
Sont significativement plus nombreux à trouver que la capitale est attractive et appréciée :

- Les individus de 18 à 24 ans
- Ceux dont le chef de foyer est de CSP-
- Les individus de CSP-
- Ceux dont le niveau d'éducation va du primaire ou sans instruction vers le secondaire
- Ceux dont le niveau de vie est bas.

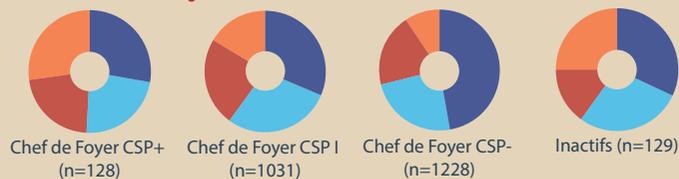
Et significativement moins représentés par :

- Ceux dont le chef de foyer est de CSP+ et Intermédiaire.
- Les individus de CSP+ et de CSP Intermédiaire
- Ceux dont le niveau d'éducation est supérieur
- Ceux dont le niveau de vie est élevé.

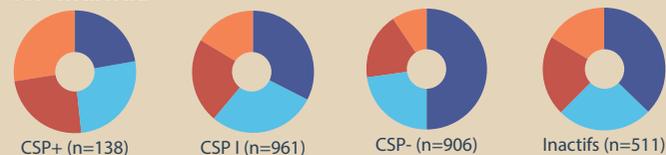
Âges



CSP Chef de foyer



CSP Individu



Niveau d'éducation



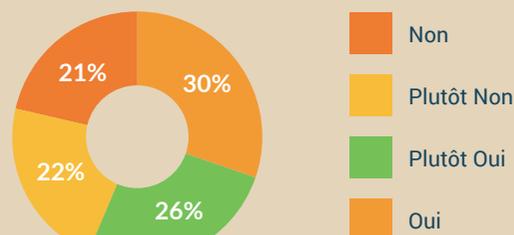
Niveau de vie



Attractivité de la ville d'Antananarivo selon le profil des répondants – habitants de la CUA

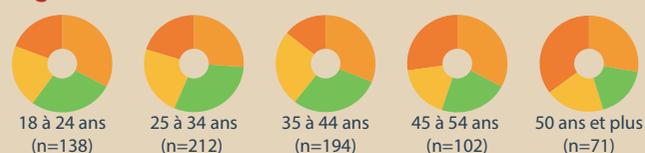
Selon vous, la capitale est-elle une ville attractive et appréciée ?

Les profils provenant de la population CUA n'étant pas convaincus de l'attractivité de la ville et ayant répondu « non » à la question sont quasiment identiques à ceux de la province d'Antananarivo.

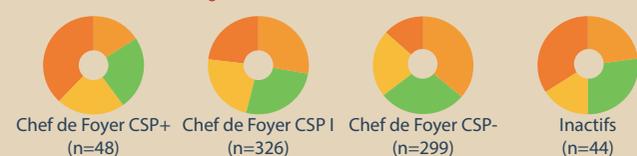


Ensemble n=718

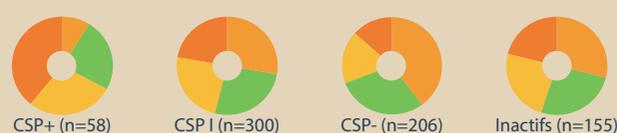
Âges



CSP Chef de foyer



CSP Individu



Niveau d'éducation

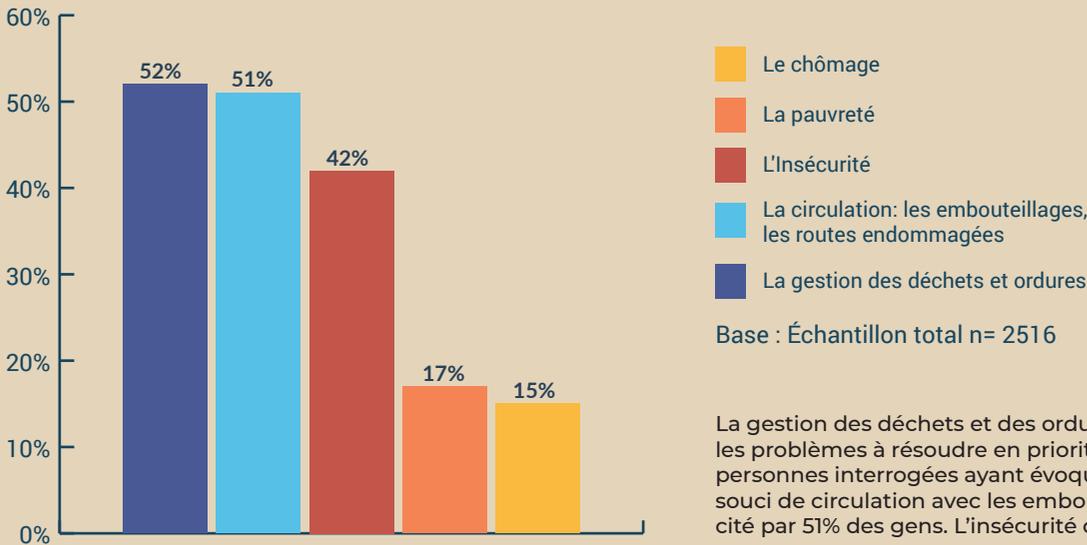


Niveau de vie



Problèmes prioritaires à résoudre pour Antananarivo – Réponses spontanées des interviewés

Quels sont, selon vous, les problèmes à résoudre en priorité à Antananarivo ?
Nommez les quatre plus urgents.

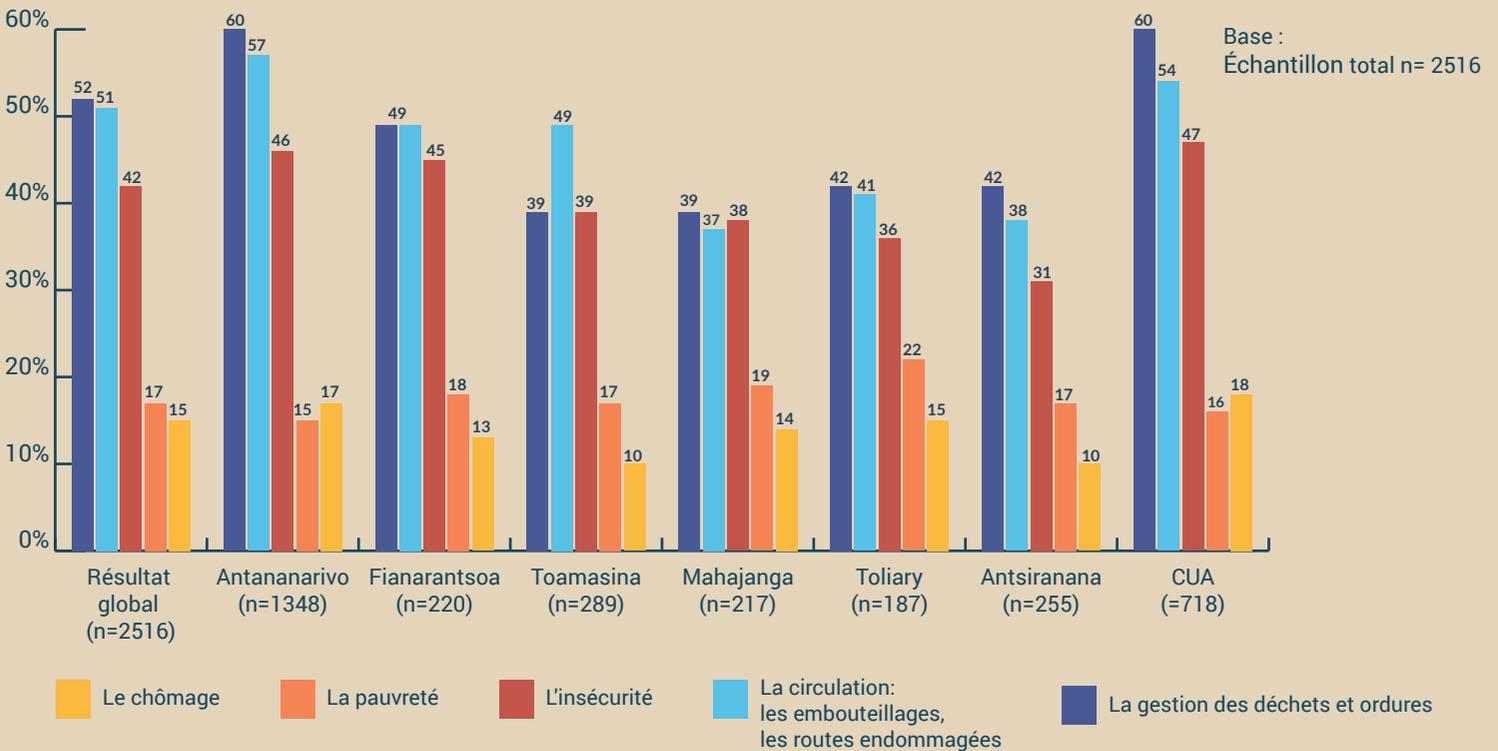


La gestion des déchets et des ordures arrive en premier concernant les problèmes à résoudre en priorité à Antananarivo avec 52% des personnes interrogées ayant évoqué ce problème. Vient ensuite le souci de circulation avec les embouteillages, les routes endommagées, cité par 51% des gens. L'insécurité occupe la troisième place avec 42%.

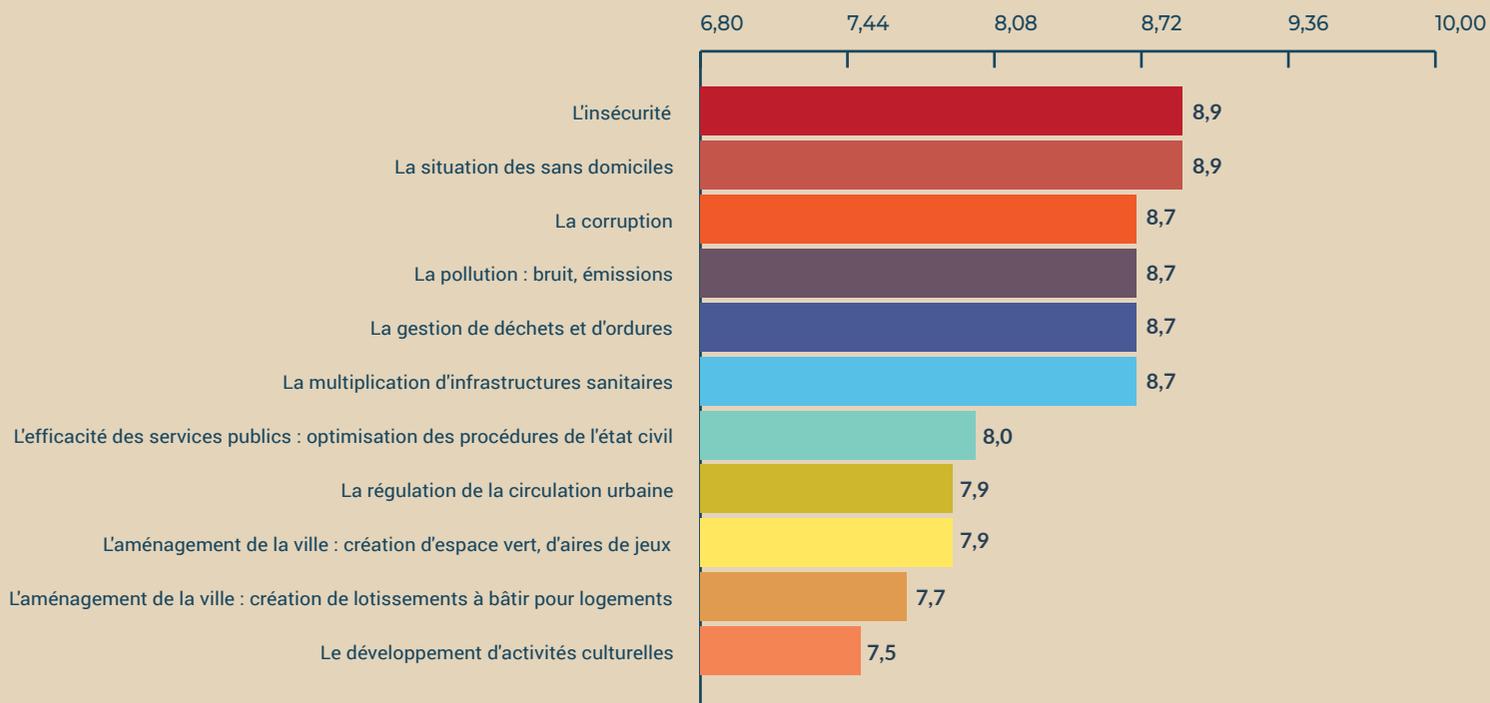
Problèmes prioritaires à résoudre pour Antananarivo – Réponses spontanées des interviewés

Quels sont, selon vous, les problèmes à résoudre en priorité à Antananarivo ?
Nommez les quatre plus urgents.

Les résultats pour les habitants de la CUA se rapprochent une fois encore de celle de la province d'Antananarivo, l'un comme l'autre étant les plus significatifs à avoir cité « la gestion des déchets et ordures » comme premier problème à résoudre pour Antananarivo. De même pour l'insécurité et le chômage.



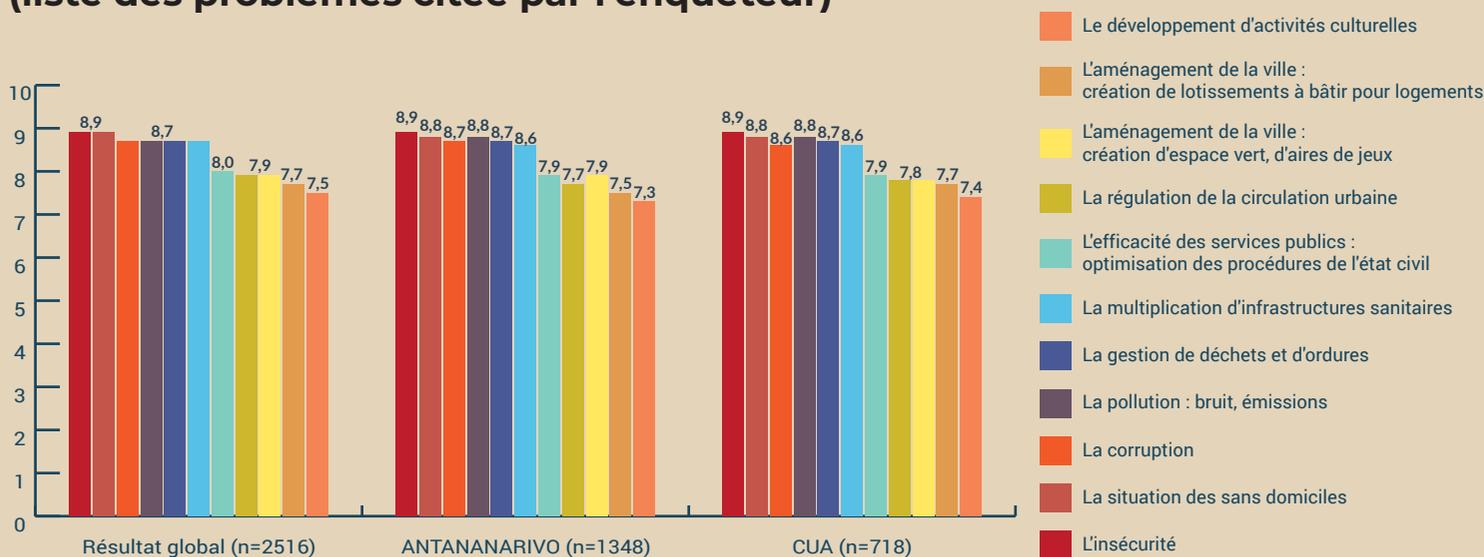
Indice de priorité des problèmes à résoudre pour Antananarivo (liste des problèmes cités par l'enquêteur)



Maintenant, je vais vous lister des problèmes qui peuvent exister à Antananarivo. Pouvez-vous estimer la priorité pour chacun d'eux ?

Tous les problèmes cités, pouvant exister à Antananarivo, ont été estimés comme une priorité à résoudre à commencer par l'insécurité et la situation des sans domiciles, suivies de la corruption, de la pollution, de la gestion de déchets et d'ordures, et de la multiplication d'infrastructures sanitaires.

Indice de priorité des problèmes à résoudre pour Antananarivo (liste des problèmes citée par l'enquêteur)



Maintenant, je vais vous lister des problèmes qui peuvent exister à Antananarivo. Pouvez-vous estimer la priorité pour chacun d'eux.

En comparant les trois résultats, on ne remarque pas réellement de grande différence significative sauf pour le problème du développement des activités culturelles, moins significatif pour la province d'Antananarivo.

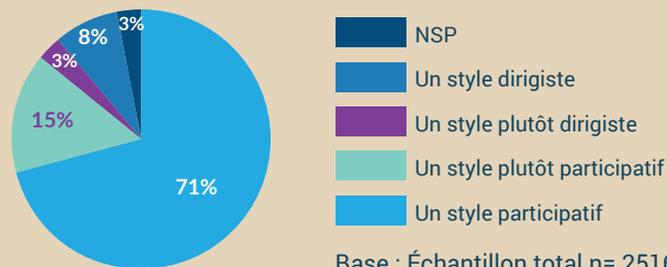
Base : Échantillon total n= 2516

CSP : les Catégories Socio Professionnelles
Outil de segmentation permettant de classer les ménages en fonction de la situation socioprofessionnelle du chef de famille, et non uniquement ses revenus.

Style politique attendu du futur maire d'Antananarivo

De quel style politique le futur maire d'Antananarivo devrait-il faire preuve ?

71% des gens s'accordent à dire que le style politique du futur maire d'Antananarivo devrait se tourner vers un style participatif contre 8% ayant répondu que ce style devrait être dirigiste.



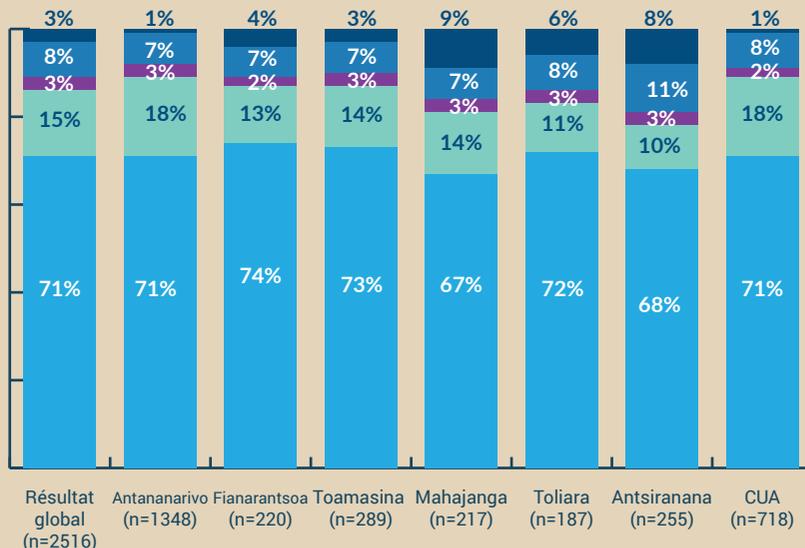
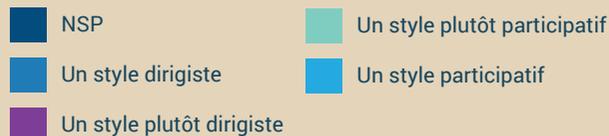
Base : Échantillon total n= 2516

Style politique attendu dy futur maire d'Antananarivo selon chaque province

De quel style politique le futur maire d'Antananarivo devrait-il faire preuve ?

Aucune réelle différence significative par rapport au résultat global n'est enregistrée pour les habitants de la CUA. En revanche, la province d'Antananarivo est la plus favorable à un style plutôt participatif du prochain maire d'Antananarivo.

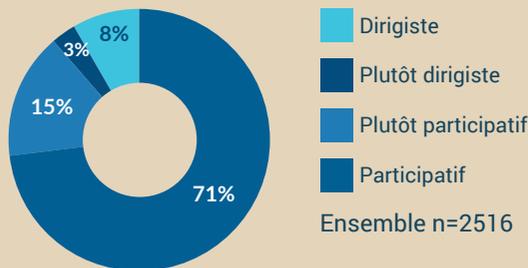
Base : Échantillon total n= 2516



Style politique attendu du futur maire d'Antananarivo Profil global des répondants

De quel style politique le futur maire d'Antananarivo devrait-il faire preuve ?

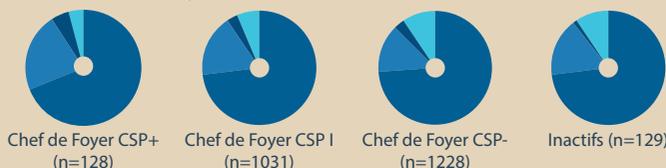
Ceux qui sont pour un style participatif sont significativement plus représentés par les individus de 25 à 34 ans et significativement moins par ceux dont le niveau d'éducation est primaire ou sans éducation.



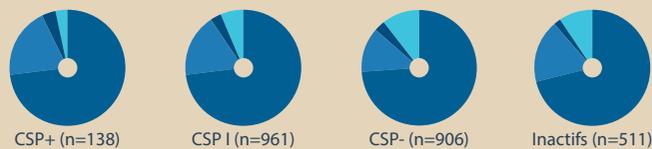
Ages



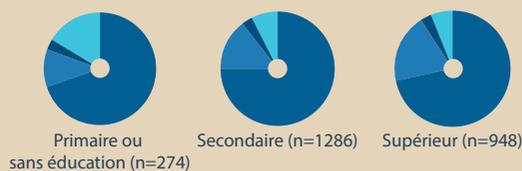
CSP Chef de foyer



CSP Individu



Niveau d'éducation



Niveau de vie

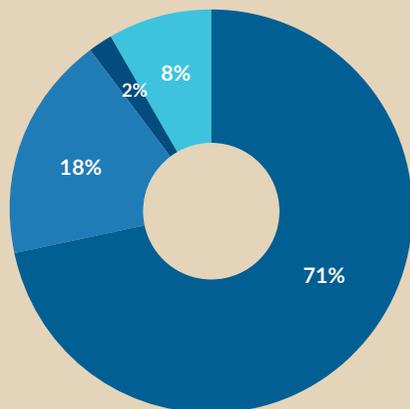


Style politique attendu du futur maire d'Antananarivo

Profil des répondants (habitants CUA)

De quel style politique le futur maire d'Antananarivo devrait-il faire preuve ?

Une fois encore, les profils favorables à un style politique participatif venant du prochain maire d'Antananarivo pour les habitants de la CUA correspondent exactement aux personnes qui y sont favorables pour la province d'Antananarivo.

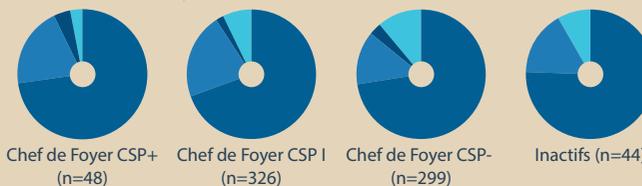


Ensemble n=718

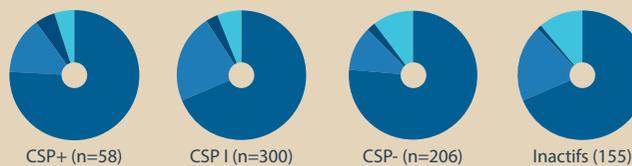
Âges



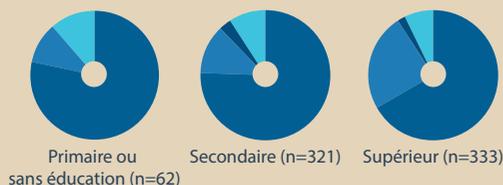
CSP Chef de foyer



CSP Individu



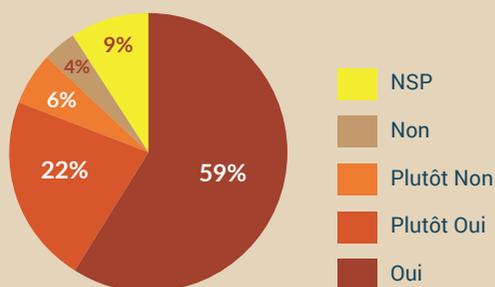
Niveau d'éducation



Niveau de vie



Projet Tanà-Masoandro



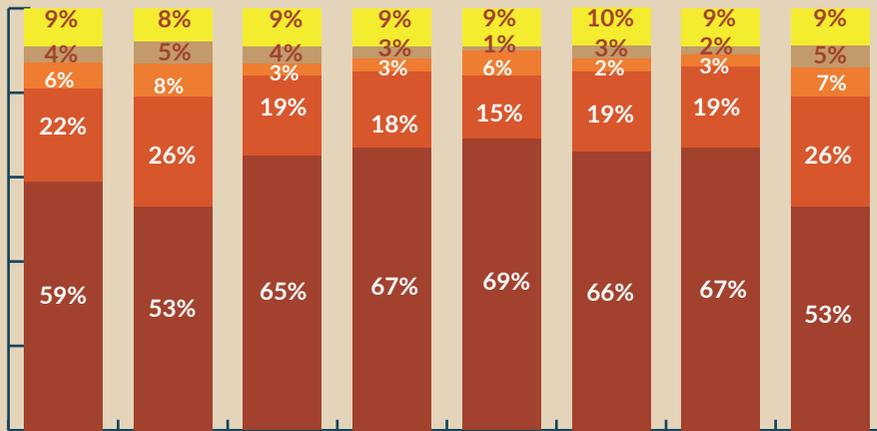
Base : Échantillon total n= 2516

Pensez-vous que le projet Tanà-Masoandro sera avantageux pour la ville d'Antananarivo ?

81% de la population pensent que le projet Tanamasoandro sera avantageux pour la ville d'Antananarivo dont 59% ayant répondu « oui » et 22% ayant répondu « plutôt oui ». 4%, au contraire, s'accordent à dire que ce projet ne sera pas avantageux.

Projet Tanà-Masoandro de l'IEM

Pensez-vous que le projet Tanà-Masoandro sera avantageux pour la ville d'Antananarivo ?



■ NSP
■ Non
■ Oui
■ Plutôt Non
■ Plutôt Oui
 Base :
 Echantillon total n= 2516

Toutes les provinces s'accordent à dire que le projet Tanamasoandro sera avantageux. Quatre des six provinces le pensent plus que les autres ; à savoir : Toamasina, Mahajanga, Toliara et Antsiranana. Paradoxalement, la province d'Antananarivo ainsi que les habitants de la CUA, sont tous deux, les moins enthousiastes vis-à-vis du projet.

Résultat global (n=2516) Fianarantsoa (n=220) Toamasina (n=289) Mahajanga (n=217) Mahajanga (n=217) Toliara (n=187) Antsiranana (n=255) CUA (n=718)

Projet Tanà-Masoandro - profil global des répondants

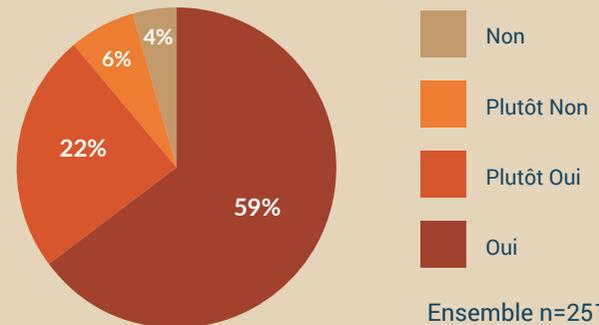
Pensez-vous que le projet Tanà-Masoandro sera avantageux pour la ville d'Antananarivo ?

Les personnes pensant que le projet sera avantageux pour la ville d'Antananarivo sont significativement plus représentés par :

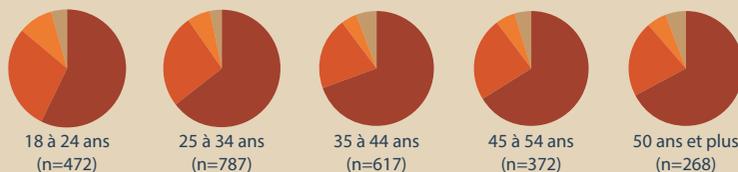
- Ceux dont le chef de foyer est de CSP-
- Les individus de CSP-
- Ceux dont le niveau d'éducation est soit primaire soit secondaire.
- Ceux dont le niveau de vie est bas

Et significativement moins représentés par :

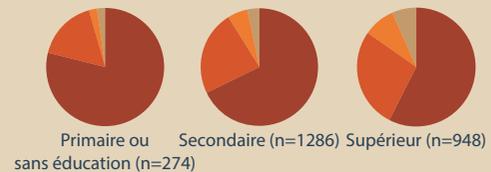
- Ceux dont le chef de foyer est de CSP Intermédiaire.
- Les individus de CSP+, de CSP Intermédiaire et Inactifs.
- Ceux dont le niveau d'éducation est supérieur
- Ceux de niveau de vie élevé



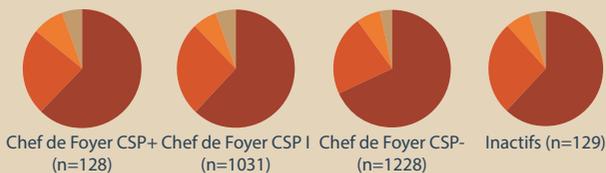
Âges



Niveau d'éducation



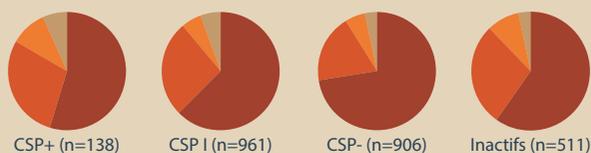
CSP Chef de foyer



Niveau de vie



CSP Individu

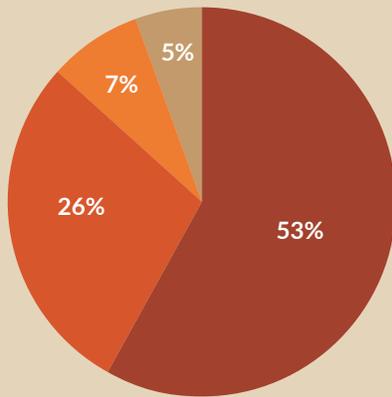


Projet Tanà-Masoandro- profils des répondants (habitants CUA)

Pensez-vous que le projet Tanà-Masoandro sera avantageux pour la ville d'Antananarivo ?

Ceux ayant répondu « oui » à la question sont significativement plus représentés par :

- Les individus de CSP-
- Ceux dont le niveau d'éducation est soit primaire soit secondaire

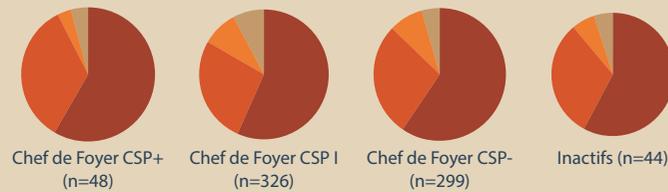


Ensemble n=718

Âges



CSP Chef de foyer



CSP Individu



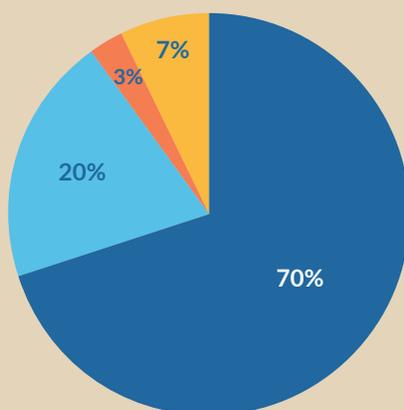
Niveau d'éducation



Niveau de vie



Intention de vote aux prochaines élections municipales



Base : Échantillon total n= 2516

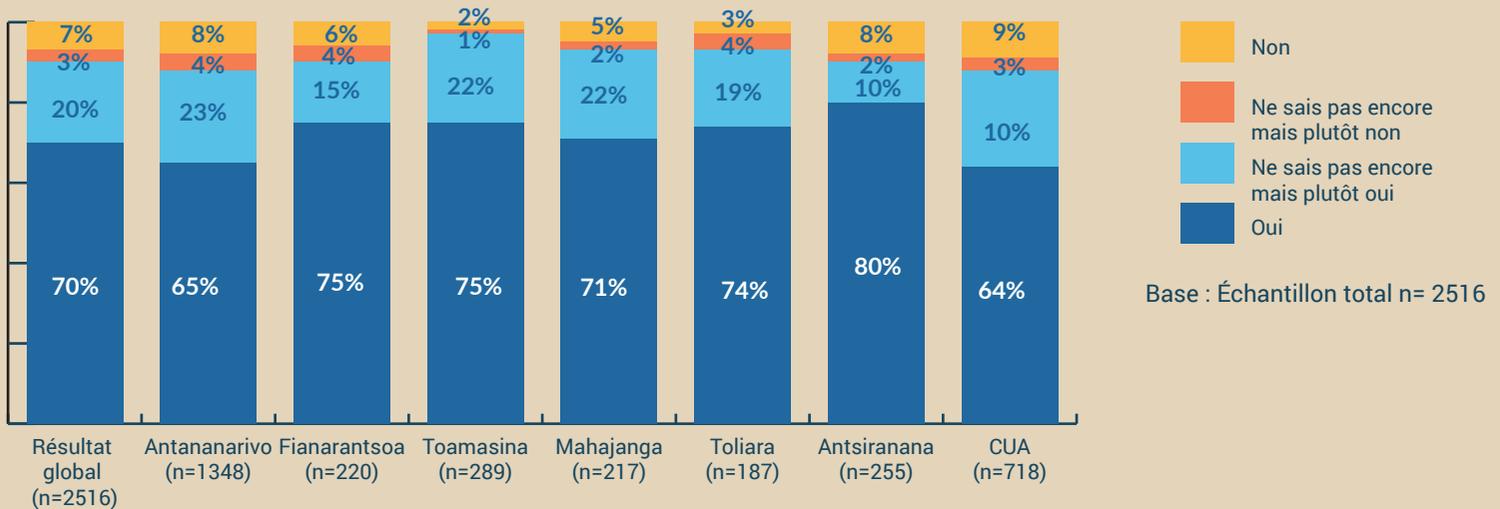
Allez-vous voter lors des prochaines élections municipales ?

7% des Malgaches sont déjà certains de ne pas aller voter lors des prochaines élections municipales. 70%, en revanche, ont affirmé qu'ils iraient voter. Les 23% restant, sont encore dans l'incertitude.

Intention de vote aux prochaines élections municipales - par province

Allez-vous voter lors des prochaines élections municipales ?

Si l'intention de vote est significativement la plus élevée à Toamasina, avec 75%, elle l'est significativement moins tant pour la province d'Antananarivo que pour les habitants de la CUA avec respectivement 65% et 64%.

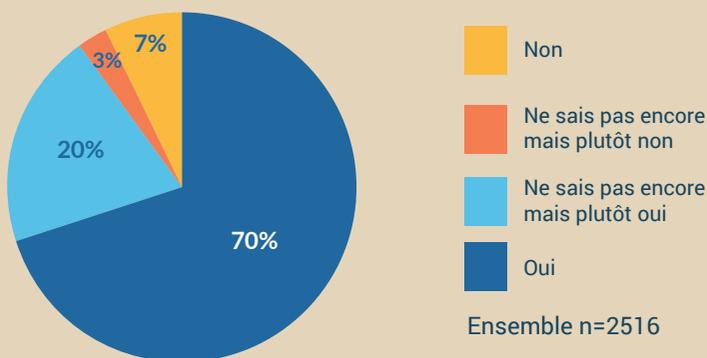


Intention de vote aux prochaines élections municipales - profil des répondants

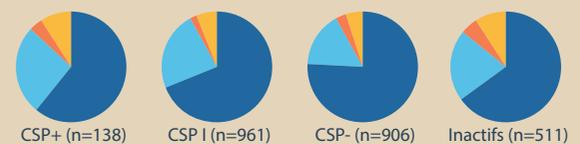
Allez-vous voter lors des prochaines élections municipales ?

Globalement, les profils qui sont sûrs d'aller voter lors des prochaines élections municipales sont significativement plus représentés par :

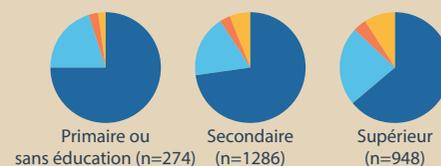
- Les individus de 35 ans et plus.
- Ceux de CSP-
- Ceux de niveau d'éducation soit primaire soit secondaire
- Ceux de niveau de vie bas.



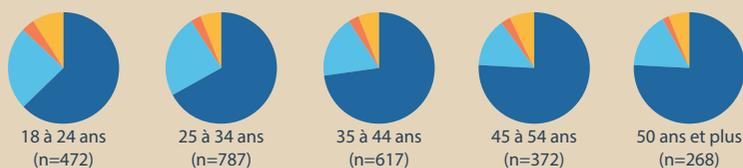
CSP Individu



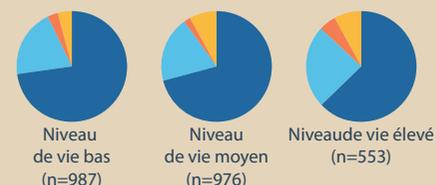
Niveau d'éducation



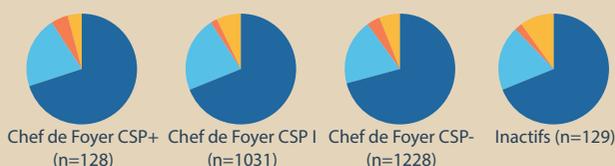
Âges



Niveau de vie



CSP Chef de foyer



Intention de vote aux prochaines élections municipales - profil des répondants (habitants CUA)

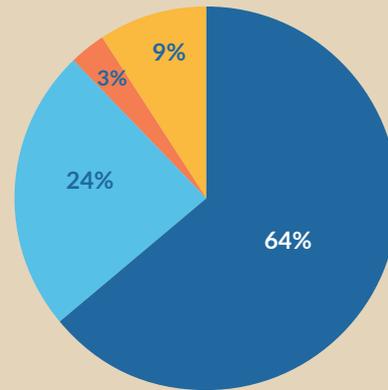
Allez-vous voter lors des prochaines élections municipales ?

Les principaux votants au niveau de la CUA, lors des prochaines élections municipales seront significativement plus représentés par :

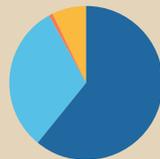
- Les individus de 35 à 44 ans
- Les individus de CSP-
- Ceux de niveau d'éducation secondaire
- Ceux de niveau de vie bas.



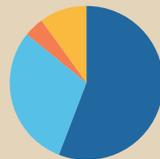
Ensemble n=718



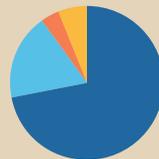
Âges



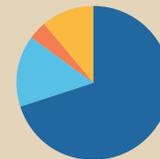
18 à 24 ans (n=138)



25 à 34 ans (n=212)



35 à 44 ans (n=194)



45 à 54 ans (n=102)

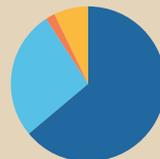


50 ans et plus (n=71)

CSP Chef de foyer



Chef de Foyer CSP+ (n=48)



Chef de Foyer CSP I (n=326)



Chef de Foyer CSP- (n=299)



Inactifs (n=44)

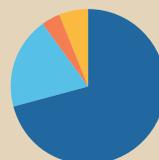
CSP Individu



CSP+ (n=58)



CSP I (n=300)

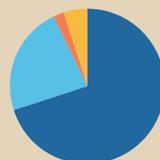


CSP- (n=206)



Inactifs (n=155)

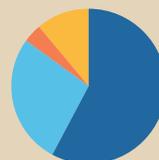
Niveau d'éducation



Primaire ou sans éducation (n=62)



Secondaire (n=321)

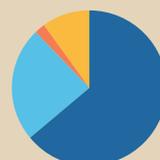


Supérieur (n=333)

Niveau de vie



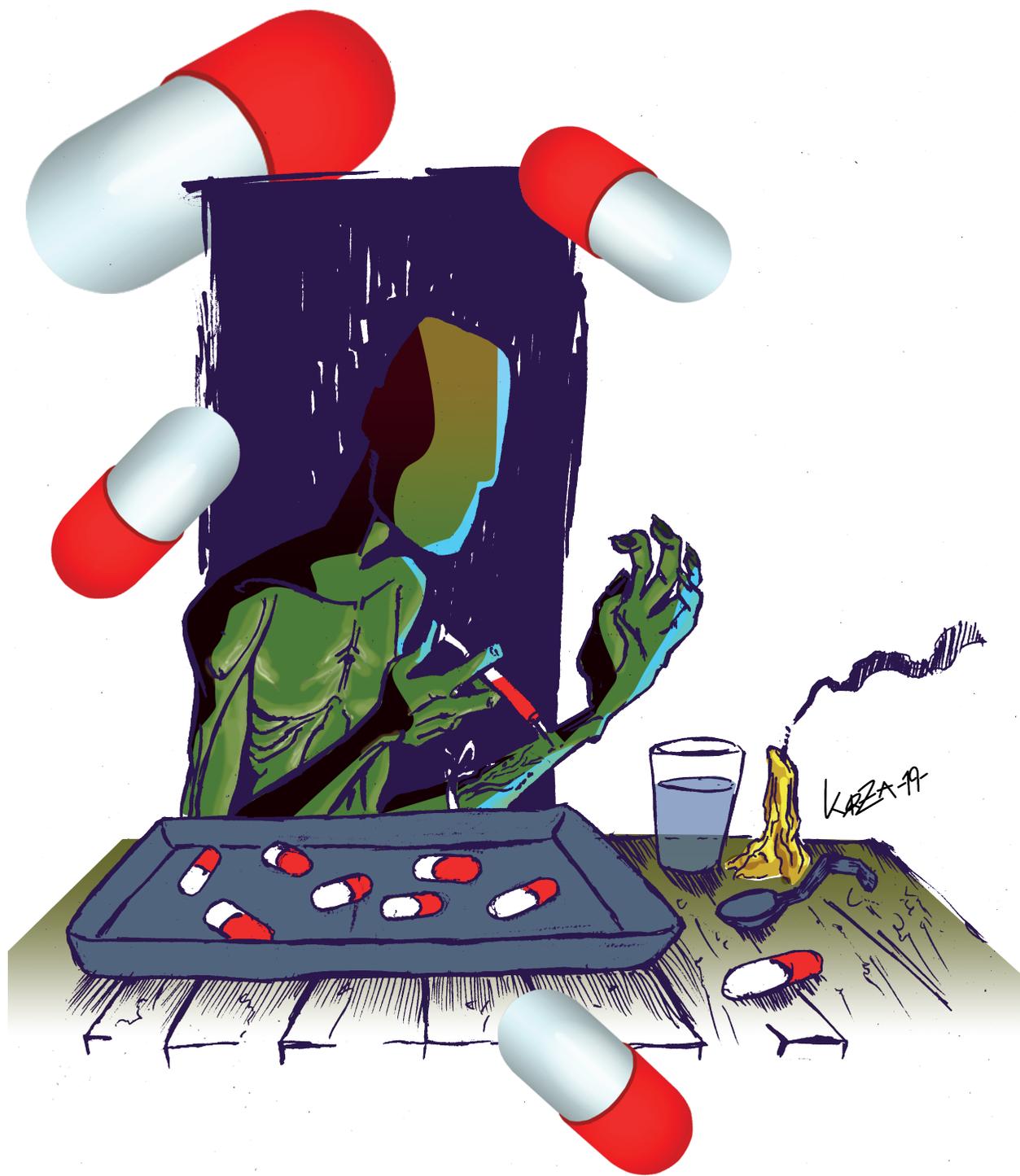
Niveau de vie bas (n=201)



Niveau de vie moyen (n=282)



Niveau de vie élevé (n=236)



Dettes publiques Dangereuse addiction

La dette publique est l'ensemble des engagements financiers pris sous forme d'emprunts par un État et ses collectivités publiques. Pour Madagascar, les financements sont essentiellement utilisés dans les domaines de l'énergie et des infrastructures.



Karina Zarazafy



Koza

Selon le rapport sur l'Analyse de la viabilité de la dette (AVD) de Madagascar, effectué par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI), paru en juin 2018, le risque de surendettement pour Madagascar, dans les années à venir, est modéré. Les projections macroéconomiques affichent pourtant une tendance à la hausse des déficits budgétaires. «*Le maintien de ce niveau de risque de surendettement nécessite-t-elle une bonne gestion de la dette, une augmentation des recettes intérieures et des recettes d'exportations, ainsi qu'une amélioration et une stabilité de la performance macroéconomique*», soulignent-elles

EMPRUNTS

3 886,2 millions de dollars soit plus de 12 000 milliards ariary, ce qui équivaut à 33,8% du Produit intérieur brut (PIB). Tel a été le volume de la dette de Madagascar fin 2017, dont 2 824,2 millions de dollars (plus de 8 800 milliards d'ariary) de dettes extérieures et 1 062 millions de dollars (plus de 3 300 milliards d'ariary) de dettes intérieures. Ces sommes correspondent à l'ensemble des engagements financiers pris sous forme d'emprunts par l'État, les collectivités publiques et les organismes qui en dépendent directement. En 2017, la Loi des Finances fixait le montant maximal d'emprunts extérieurs pouvant être contractés par le gouvernement central à 4 403 milliards d'ariary, et le plafond de l'endettement intérieur à 3 500 milliards d'ariary. Il y a deux ans, le pays était largement au-dessus des limites fixées en termes de dettes extérieures. Mais comme l'a expliqué l'analyste politique et économique Serge Zafimahova, «*notre dette est soutenable. Elle est faible comparée à celle d'autres pays qui sont à quasiment 100% de leur PIB*». Pour l'instant, le risque de surendettement pour Madagascar est-il encore à un niveau moyen ou «*modéré*» comme le souligne le rapport de la Banque Mondiale et du FMI. En d'autres termes, «*les indicateurs d'endettement sont inférieurs aux seuils dans le scénario de référence, mais les tests de résistance montrent que ces seuils pourraient être dépassés en cas de choc exogène ou de changement brusque de*

politique macroéconomique», expliquent les institutions de Bretton Woods.

PROJECTIONS

L'AVD effectuée par le FMI et la Banque Mondiale permet à Madagascar de faire une analyse des projections d'endettement du pays sur les 20 prochaines années, ainsi que sa vulnérabilité à des chocs exogènes et économiques. Ce, avec des scénarios de référence et des tests de résistance. Cette analyse fait mention de la vulnérabilité de la situation de Madagascar malgré ce risque modéré de surendettement. Une fragilité qui provient notamment de «*la faiblesse de*

“

**Notre problème
c'est qu'on ne
produit pas assez.
On emprunte en
fait pour financer
les secteurs sociaux
et faire tourner la
machine étatique..**

la mobilisation des recettes fiscales, au choc de taux de change et aux passifs éventuels». Sachant que, d'après les études, la croissance économique du pays «*restera autour de 5% et sera tirée,, entre autres par la performance enregistrée au niveau de l'exportation des produits miniers, la reprise des zones franches et celle de la télécommunication*». En ce qui concerne la balance commerciale et la balance des services, il y a une prévision de déficit continu. Toutefois, «*la prévision des recettes serait revue à la hausse contrairement aux dons des bailleurs de fonds qui seront réduits considérablement à moyen terme*». Une situation qui, toujours selon l'AVD, «*est liée au retard dans la mise en œuvre des réformes*

inscrites dans les conditions de décaissements des aides budgétaires». En effet, le taux de pression fiscale aurait une tendance à la hausse jusqu'en 2038, avec une moyenne prévisionnelle de 16.2% entre 2018 et 2038.

MAUVAISE GOUVERNANCE

Il convient toutefois de noter que la dette évolue constamment au rythme des remboursements des emprunts effectués par l'État et les administrations publiques, et des nouveaux emprunts qu'ils contractent pour financer leurs déficits. Et c'est sur ce dernier point qu'une attention particulière doit être portée. En effet, «*notre problème est qu'on ne produit pas assez. On emprunte en fait pour financer les secteurs sociaux et faire tourner la machine étatique... En ce moment, on est en train de rembourser les dettes par des dettes*», souligne Serge Zafimahova. Avant de rajouter que «*notre capacité de décaissement est de 65% des montants négociés*». Madagascar aurait donc une faible capacité d'absorption des aides publiques. Malgré les besoins énormes en infrastructures sociales de la Grande île manque paradoxalement de projets d'investissements qui nécessitent l'usage de la totalité des emprunts contractés. À ceci s'ajoute la question du choix des investissements à faire. Dr Holimalala Randriamanampisoa, maître de conférences au sein de la mention Économie de l'Université d'Antananarivo explique qu'«*il faut surtout créer des investissements qui soutiennent les demandes des citoyens et qui créent des revenus, car c'est ce qui pourrait vraiment lancer l'économie. Je suis d'avis qu'il manque une diversification dans les investissements effectués. Ils ne sont pas orientés vers les secteurs à forte valeur ajoutée*». Le problème de gouvernance se pose toujours. «*Je pense qu'il y a un problème de compétences et qu'on ne met pas les bonnes personnes à la bonne place*», note l'analyste politique et économique. Quant au Dr Holimalala Randriamanampisoa, elle avance que «*les grands problèmes sont le détournement des recettes et la domination du secteur informel, ce qui réduit énormément l'assiette fiscale*».

ALTERNATIVES

«La dette peut être positive comme elle peut être contre-productive, en fonction de la gestion. La seule façon d'avoir une dette saine c'est de produire», interpelle Serge Zafimahova. Quelques suggestions ont été avancées par nos interlocuteurs afin d'améliorer la gestion des dettes et la gestion des finances publiques en général. Globalement, selon les dernières données disponibles, la dette du gouvernement central est soumise essentiellement au taux de change. La dette extérieure – majoritairement concessionnelle – constitue 76,6% du portefeuille de la dette publique, dont 65,0% et 21,5% sont respectivement exposés au dollar américain et à l'euro. Les risques de refinancement et les risques de taux d'intérêt proviennent principalement de la dette intérieure qui est composée essentiellement de Bons du trésor par adjudications (BTA) à court terme et à taux d'intérêt élevé². Ces deux facteurs incitent à la prudence. Dr Holimalala Randriamanampisoa souligne «la nécessité d'assainir la gouvernance afin de pouvoir élargir l'assiette fiscale à travers des mesures incitatives, le renforcement de la lutte contre la corruption, ou encore la formalisation progressive du secteur informel. Les revenus des activités qui devraient être taxés n'entrent même pas dans les recettes fiscales, et d'un autre côté, il y a le fait qu'on produit mais majoritairement dans le secteur informel».

TRANSPARENCE DE LA DETTE

Comme pour de nombreux pays pauvres soutenus par l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque Mondiale, le fardeau de la dette est de plus en plus lourd et coûteux pour la Grande île. «Nous sommes sous le régime du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI. Notre situation macroéconomique et la politique adoptée par l'État sont "surveillées". Jusque-là, la politique de l'État est de privilégier les prêts à taux concessionnels. Le FMI regarde de très près la question de soutenabilité de la dette publique», éclaire le maître de conférences au sein de la mention Économie de l'Université d'Antananarivo. Ce qui entre apparemment dans le cadre du renforcement de l'aide globale offerte conjointement par la Banque Mondiale et le FMI aux pays présentant un risque élevé d'endettement. Les deux institutions ont recommandé à l'État malgache de «prioriser les projets à forte rentabilité économique et sociale, de maximiser autant que possible le recours aux dons et aux financements concessionnels, de ne pas recourir à l'endettement extérieur pour le financement des risques liés aux passifs conditionnels, d'améliorer la gestion

des passifs conditionnels, de continuer les réformes en matière fiscale, mais également celles favorisant l'amélioration des recettes non fiscales, de continuer les réformes visant à assainir les finances publiques, ou encore, de mettre en place un cadrage macroéconomique à moyen et long terme unique, cohérent, et fiable». Ce, dans le but de renforcer la transparence de la dette pour une gestion plus efficace de la dette existante.

PRUDENCE

Pour ne pas être rapidement débordée, la Grande île a intérêt à développer une stratégie pour mieux se protéger contre les risques associés à une dette élevée. L'une des meilleures méthodes est la mobilisation des ressources intérieures lesquelles permettraient de dégager une marge de manœuvre budgétaire qui pourra financer les dépenses prioritaires tout en limitant les problèmes d'endettement. Ce qui rejoint l'avis de Serge Zafimahova selon lequel il faudrait que Madagascar «audite quantitativement et qualitativement ses dettes extérieures engageant ou non la garantie souveraine de l'État, ainsi que les dettes internes, particulièrement les bénéficiaires de crédit TVA, la situation des comptes de dépôt, les différents avantages des agents de l'État. Si le pays gère bien ses finances, il pourrait déjà dégager énormément de ressources pour financer son développement». Même si Madagascar est encore assez prudent dans la gestion de ses dettes, il est encore classé parmi les Pays pauvres très endettés (PPTE), par les institutions de Bretton Woods, au même titre que le Libéria, l'Afghanistan ou la Gambie. Le World Economic Forum (WEF) souligne que le ratio dette/PIB de la Gambie est de 91,6%.

ALTERNATIVES

Les dettes contractées par Madagascar ne sont encore que très peu injectées dans le secteur productif. «Il est important d'avancer progressivement vers la transformation et l'industrialisation», observe le maître de conférences au sein de la Mention Économie de l'Université d'Antananarivo. Ce qui rejoint l'avis de Serge Zafimahova. «Madagascar devrait maîtriser ses projets et avoir sa propre stratégie industrielle. L'État a le devoir de lancer la machine de production et de prioriser les secteurs productifs et les infrastructures. Je propose d'allouer nos dettes aux secteurs productifs et de créer une obligation de contribuer d'une façon ou d'une autre aux secteurs sociaux», suggère-t-il. «Les projets financés sur emprunts semi-concessionnels ou non-concessionnels devraient avoir un taux de rentabilité importante et un impact non négligeable sur le développement. Il faudra

également veiller à la cohérence entre la politique monétaire et celle de la dette»³, avait déjà averti la Direction de la dette publique. Utiliser les dettes pour financer les secteurs productifs est une chose. Mais une autre alternative pour augmenter les recettes serait d'encourager les Investissements directs étrangers (IDE). «Les investissements nationaux (IDN) ne pourront pas soutenir la création monétaire tant qu'il n'y aura pas de politique étatique qui les soutienne en amont. Les IDE exigent également pour la plupart la Garantie souveraine de l'État», décrypte Serge Zafimahova. P

¹ Cours du dollars – ariary en 2017 : 1 USD = 3 116,11 ariary² et ³ Stratégie de la dette à moyen-terme

Dettes cachées

Le cauchemar mozambicain

C'est une histoire digne des blockbusters. En avril 2016, les dirigeants mozambicains avouent avoir emprunté en « secret » quelque deux milliards de dollars pour acheter des navires militaires afin de participer aux combats contre l'ex-rébellion de la Renamo. Les prêts ont été tenus secrets par le gouvernement mozambicain, jusqu'à leur révélation en 2016. Une fois le pot aux roses découvert, le soutien du Fonds monétaire international (FMI) au pays a été retiré. Ce qui a eu pour effet de plonger le Mozambique dans une crise économique sans précédent depuis la fin de la guerre civile. Les financeurs, avec à leur tête le FMI, ont gelé leur aide budgétaire. Le montant de la dette mozambicaine est passé à 130% de son Produit intérieur brut (PIB) en 2016, et l'a rapidement contraint à suspendre ses remboursements. À Madagascar, les opérations en capital de la dette publique de Madagascar sont strictement régies par la Constitution (article 90, la Loi Organique n°2004-007 du 27 juillet 2004 sur les lois de finances et la loi n°2014-012 du 21 août 2014 régissant la dette publique et la dette garantie par le gouvernement central ainsi que la loi de finances de l'année). La loi de finances autorise le ministère en charge des Finances et du Budget à contracter des emprunts extérieurs et intérieurs pour financer le déficit budgétaire de l'année. Le plafond d'endettement pour l'année y est également stipulé. Les Partenaires techniques et financiers sont également très regardants, en ce qui concerne l'endettement, pour éviter un scénario à la mozambicaine...

-----R.A.

VOIR PLUS LOIN



Nous réclamons que l' Autorité Nationale des Mesures Commerciales Correctives (ANMCC) ait un pouvoir de sanction afin de mieux

lutter contre les importations sauvages et illégales

qui inondent le marché malagasy

Nous réclamons de manière urgente le bilan et la poursuite de l'assainissement des zones et entreprises franches dans un cadre entièrement transparent, afin de

réduire la concurrence déloyale

découlant de l'abus du statut de ZEF par certaines entreprises.



ALLIANCE
POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE



Peste

La course contre la mort

Madagascar fait partie des pays qui déclarent le plus de cas de peste dans le monde. Endémique dans la Grande île, la maladie revient chaque année et fait des victimes. Ce qui contribue à affaiblir encore plus le système de santé publique malgache.



Karina Zarazafy



Slim Bary

Au soir du 15 septembre dernier, huit cas de peste ont été confirmés dont six à Tsiroanomandidy et deux à Ambatofinandrahana. Entre-temps, il y a eu un autre cas à Ankazobe, qui est une des zones rouges de la peste à Madagascar. Sur les huit cas, trois décès ont été enregistrés dont deux à Tsiroanomandidy et deux à Ambatofinandrahana. Les cinq

autres patients ont survécu. Malgré notre insistance, c'est la seule statistique que les responsables au sein du ministère de la Santé Publique nous fourniront. La peste est toujours considérée comme une maladie honteuse. Les statistiques sont confinées, tenues à l'écart des journalistes et des citoyens pour éviter un nouveau vent de panique.

RALLONGEMENT DE LA SAISON PESTEUSE

«La saison pesteuse était en avance cette année», constate amèrement le Dr Solofoniaina Armand Rafalimanantsoa, directeur de Veille sanitaire et de surveillance épidémiologique et riposte (VSSER) du ministère de la Santé publique, pour faire état de la situation de la peste à Madagascar. Ses propos interpellent sur le fait que la peste soit revenue depuis quelques mois déjà. En

effet, les données fournies par le ministère démontrent que la saison a commencé au mois d'août dernier. *«Trois cas de peste buboniques ont été observés à l'Ouest de la capitale tandis que treize autres cas suspects ont été signalés dans les districts de Faratsiho, Arivonimamo et d'Ambatomirahavavy»*, note le Dr Solofoniaina Armand Rafalimanantsoa. Aucune perte en vies humaines n'a été déclarée. Jusqu'ici, la situation de cette année ne diffère que de quelque peu de celle de 2018. Toutefois, un changement majeur dans le comportement de la maladie aurait été observé si l'on se réfère aux explications du technicien. *«On assiste actuellement à un rallongement de la saison pesteuse. La saisonnalité de la maladie a fait place à deux périodes bien définies : une de haute transmission et une autre de basse transmission»*. Ainsi, la période intermédiaire entre deux saisons et durant laquelle l'on était en break se serait peu à peu effacée. *«L'on peut quand même observer des cas de peste de temps en temps durant cette phase intermédiaire»*, déplore le directeur de Veille sanitaire et de surveillance épidémiologique et riposte.

VEILLE ET RIPOSTE

Suite à l'épidémie de 2017 qui a recensé plus de 2 000 cas de peste, toutes formes confondues, et a fait une centaine de morts, des dispositifs ont été mis en place pour endiguer la maladie et interrompre de façon rapide, toutes chaînes de transmission épidémiologique. Les actions de prévention se sont multipliées, notamment la sensibilisation des agents de la santé publique à bien comprendre et à bien appréhender la peste, à interpeller les communautés sur l'importance de l'assainissement et de l'hygiène, ou encore la sensibilisation de tous les citoyens pour l'intensification de la lutte contre les rongeurs et les feux de brousse. Mais outre ces actions, le ministère, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, s'est attelé à renforcer le système d'alerte précoce du pays. Notamment, à travers l'usage d'un système de surveillance électronique. Pour ce faire, plus de 2 500 tablettes ont été distribuées auprès des responsables de la santé dans les districts à haut risque. *«La Banque Mondiale va soutenir l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au côté du ministère pour que tous les Centres de santé de base (CSB) puissent être dotés de cette tablette à l'intérieur de laquelle il y a une application consacrée à toutes les maladies à déclaration obligatoire et les maladies évitables par la vaccination. On peut recenser, en temps réel, les cas signalés. Le ministère et toutes les personnes clés peuvent recevoir les informations en un seul clic. Cela permet une*

réponse plus rapide et plus précise», révèle le Dr Charlotte Ndiaye, représentante de l'OMS pour Madagascar et La Réunion. L'État a également doublé d'efforts pour se doter d'un moyen rapide de riposte. À travers la mise en place d'un laboratoire mobile. Ce dispositif permettrait *«aujourd'hui d'aller dans des zones très enclavées et de pouvoir faire des tests de laboratoire très poussés afin d'obtenir des résultats sur cette détection bactériologique en temps réel»*, observe Dr Charlotte Ndiaye. Comme ces tests permettent de confirmer ou d'infirmer les différents cas suspects, les acteurs pourraient ainsi intervenir en temps réel. Ce processus prenait près de deux semaines auparavant.

“

On assiste
actuellement à un
rallongement de la
saison pesteuse.

SYSTÉMIQUE

«il est important de considérer que la peste est une maladie à déclaration obligatoire et qu'il faut toujours être en alerte. Il ne faut pas hésiter», signale la représentante de l'OMS pour Madagascar et La Réunion. Pour éviter les épidémies, l'OMS préconiserait une approche multisectorielle. *«La lutte contre la peste n'est pas uniquement du ressort du ministère en charge de la santé publique, souligne-t-elle. Lorsqu'on pense à tous les paramètres entrant dans le cadre de la propagation de la maladie : les feux de brousse, les ordures et les rongeurs, l'on devrait penser également à divers départements ministériels tels que le ministère en charge de l'eau et de l'assainissement, celui de l'environnement, celui de l'élevage mais surtout celui de la communication qui endosse la responsabilité d'informer et de sensibiliser les communautés»*. L'efficacité de la lutte repose donc sur la capacité de l'État à prendre des décisions politiques qui tiennent compte de tous les paramètres pouvant contribuer à la propagation de la maladie. Entre autres, une politique de lutte contre les feux de brousse, responsables de la destruction des habitats naturels des rongeurs véhicules de la bactérie *Yersinia pestis*, responsable de la peste. Il faudrait également intégrer dans le cadre de ces prises de décisions tous les acteurs concernés par la lutte, c'est-à-dire, tout le monde.

ATTENTION

D'origine animale et qualifiée de maladie de la pauvreté, la peste reste ainsi belle et bien présente à Madagascar. Ce, malgré les efforts menés depuis l'épidémie meurtrière de peste pulmonaire urbaine de 2017. Le renforcement de la veille et de la surveillance épidémiologique ainsi que la mise en place des dispositifs d'intervention et de riposte, témoignent de la volonté des diverses parties prenantes à doubler d'efforts dans la lutte contre la maladie. L'épisode de 2017 semble en effet avoir marquée les esprits. D'où l'attention particulière accordée à la surveillance. Il n'en demeure pas moins que le système de santé malgache est fragile, aussi bien en termes de ressources humaines qu'en termes d'infrastructures. L'effectif actuel du personnel de santé est encore très loin de pouvoir couvrir les besoins de tout le pays. Les statistiques sanitaires mondiales de 2009, publiées par l'OMS, rapportent en effet qu'entre 2000 et 2007, le pays ne comptait que 5 201 médecins, 5 661 personnel infirmier et sages-femmes, 410 personnels en dentisterie, 385 agents de santé communautaires et 1 007 autres prestataires des services de santé. Ce qui équivaut à trois médecins pour 10 000 habitants et également trois infirmiers paramédicaux et sages-femmes pour 10 000 habitants. Sans compter le fait que la santé semble être devenue un luxe que peu de monde peut s'offrir.

EFFORTS

Selon des partisans des idées de gauche, *«dans le régime libéral actuel, la santé n'est qu'une "marchandise" parmi tant d'autres, et les patients ne sont plus que des "consommateurs"»*. Même si au 21^e siècle, le terme de «saison pesteuse» ne devrait plus faire partie du vocabulaire, la situation de la peste en 2018 et cette année témoigne des efforts déployés par les responsables. C'est en tout cas le discours tenu aussi bien du côté des institutions malgaches que des partenaires. *«Toutes les interventions sont mises en place dans le pays. Pour les pays africains, la surveillance est le point le plus important. Quand on construit un système de santé, il est impératif de pouvoir contenir et arrêter les épidémies. Aujourd'hui, nous sommes sur la bonne voie»*, rassure Dr Charlotte Ndiaye. P

Vanille

Travail des enfants : un parfum de scandale

Dans les villages producteurs de vanille de la région Sava (Sambava, Ambilobe, Vohémar, Andapa), les enfants préfèrent aller plutôt dans les champs de vanille qu'à l'école. La tentation de l'or vert est très forte. Reportage.



Hilda Hasinjo

Nous sommes au mois de juillet. L'air est gorgé d'humidité. Les vacances n'ont pas encore commencé. Comme partout, les élèves sont encore à l'École primaire publique (EPP), dans le village d'Agnambofo, située à une vingtaine de kilomètres de la ville de Sambava. Dans une tente improvisée en salle de classe, jouxtant depuis quelques années la seule salle construite en briques, les enfants des classes de huitième et septième s'entassent sur des bancs vacillants. «*Durant les périodes de pluie, ces enfants n'ont cours que deux heures par jour. Ils doivent rentrer car l'eau s'infiltrerait sous la tente. Le sol est également détrempé*», nous confie le directeur de l'école primaire publique du village, Ali Jean Paul Zara.

CAPITALE

Le quadragénaire natif du village avoue que cet établissement accueille bien plus d'enfants qu'il ne le devrait. «*Les parents envoient leurs enfants à l'école mais nous n'avons pas assez de places pour les accueillir. Les infrastructures font défaut. Notre salle de classe a une capacité de 70 élèves mais nous en accueillons 450. Des enfants des autres villages qui ne disposent pas d'école viennent ici*», narre-t-il en indiquant la salle improvisée. Cette situation est loin d'être un cas isolé dans la région. Dans les 31 villages que nous avons visités en juillet, rares sont ceux qui auraient une école en dur et qui disposeraient d'assez de places pour accueillir les enfants des villages environnants. Pourtant, ces villages sont situés dans la région où l'on produit presque 50% des besoins mondiaux de l'or vert. Le triangle de la Sava est la capitale mondiale de la vanille. Cette épice de luxe régale les papilles des amateurs de glace ou de desserts. Elle régit l'économie et la vie de cette région enclavée de Madagascar, si riche et si pauvre, à la fois. Presque toutes les familles travaillent de près ou de loin avec la filière. Ce qui crée parfois des problèmes sociaux épineux.

MOYENS DE SUBSISTANCE

À l'orée de l'année 2010, l'Organisation internationale du travail (OIT) avait estimé

que plus de 20 000 enfants et adolescents de 12 à 17 ans travaillaient dans la production de vanille à Madagascar, soit plus de 30% de la main-d'œuvre totale du secteur. Ces chiffres, qui font froid dans le dos, ont aussi refroidi l'ardeur des acheteurs de vanille, qui alimentent l'industrie agroalimentaire, de plus en plus sensible à une production responsable. La région ainsi que les parents ont dû changer de braquet. Dans la Sava, le travail des enfants dans la filière vanille est de moins en moins toléré. «*Nous savons que nous ne pouvons pas faire travailler les enfants dans aucune étape du processus.*

“

Durant les périodes de pluie, ces enfants n'ont cours que deux heures par jour. Ils doivent rentrer car l'eau s'infiltrerait sous la tente. Le sol est également détrempé

Nos acheteurs refuseraient nos produits et nous nous retrouverons perdants», assure Édouard, un père de famille producteur du village d'Ambatojaoby. Les sensibilisations contre le travail des enfants dans la chaîne de production de vanille se sont multipliées depuis des années. Un comité régional a été érigé à cet effet. «*Les chiffres n'ont pas encore été mis à jour, mais des progrès ont été réalisés*», détaille Heriniaina Randriamampianina, spécialiste en amélioration des moyens de subsistance au niveau du Bureau international du travail (BIT). Travaillant dans la région Sava, il est chargé d'accompagner les parents pour leur permettre d'améliorer leur mode de

vie. Depuis quelques années, les acteurs de la lutte contre le travail des enfants ont pris conscience que la mauvaise gestion des finances familiales font que les foyers sont extrêmement riches juste le temps d'une campagne seulement et sont souvent pauvres le reste du temps. Les ménages sont entraînés dans un cercle vicieux. Les enfants en sont souvent victimes.

DIPLÔME

Justement, comment convaincre les familles d'envoyer leurs enfants à l'école alors que la manne financière de la vanille est incomparable, surtout quand les cours s'envolent ? C'est à question épineuse que doivent répondre les acteurs de la filière. À 14 ans, dans ces villages reculés, les enfants quittent à peine le cycle fondamental terminé, après l'obtention du Certificat d'étude primaire élémentaire (CEPE). C'est à partir de cet âge charnière de 13-14 ans que les enfants commencent à quitter l'école et à travailler leurs propres champs de vanille. Les parents savent que ce n'est pas légal, mais ils disent préférer avoir leurs enfants sous leur contrôle dans les champs que les voir hypothétiquement en prison pour avoir volé de la vanille dans les champs des voisins (*voir encadré par ailleurs*). Ils reconnaissent que la vanille est une grande tentation. Les nombreuses défaillances constatées ne les incitent pas également à avoir confiance au système scolaire. «*Je voudrais bien envoyer mes enfants à l'école, mais les infrastructures y sont vétustes. Elles ne donnent aucune envie aux enfants de travailler. Souvent, les enseignants ne respectent pas leurs engagements. Ils s'absentent trois jours sur quatre. Parfois, ils emmènent nos enfants dans les champs de riz ou de manioc durant les heures de cours. Les écoliers reviennent recouverts de boue. Une fois le primaire terminé, nos enfants sont obligés de parcourir une dizaine de kilomètres, hors de notre contrôle, pour aller vers les collèges. C'est là que le taux de perte est le plus important*», lâche, amère, une femme d'une quarantaine d'années. Ses deux enfants de 14 et 16 ans ont déjà quitté les bancs de l'école. Elle avoue ne plus avoir la force de les obliger à aller à l'école.

MŒURS

Un autre problème qui se pose – et qui s’inscrit profondément dans la société de la Sava – est le manque de diversité économique. Ni les enfants ni les parents n’ont d’autres modèles économiques à suivre car la vanille est partout. «*Les habitants de ces villages n’ont connu que la vanille. Ils ont hérité ces champs de leurs arrière-grands-parents. Ils ont construit leur fortune à partir de la vanille. Aucune personne fortunée de la région ne s’est illustrée en dehors de cette activité. L’argent qu’on y gagne par saison constitue un gros pactole. Le kilo de la vanille a oscillé autour des 1 200 000 ariary en 2018 par exemple*», nous confie Marie Andrette,

responsable au sein d’une entreprise de récolte de vanille dans la région Sava. Mais les contrecoups d’une filière tributaire des cours mondiaux se font sentir dès que les besoins se rétractent, qu’une tension se fait sentir (comme l’insécurité) que la qualité se détériore. Ainsi, en octobre, le kilo s’est contracté aux environs de 700 000 ariary, ce qui a créé un vent de panique dans toute la filière. D’où la nécessité de structurer la filière et, surtout, de sensibiliser les producteurs à épargner. Ce qui n’entre pas forcément dans leurs mœurs. Les messages de sensibilisations ne vont pas toujours en phase avec la culture de la région. «*Certaines personnes sont offusquées quand*

nous leur offrons notre accompagnement. Elles expriment clairement qu’on leur dicte la manière dont elles ont à gérer l’argent. Elles expriment clairement qu’on ne doit pas leur imposer, ni à elles ni à leurs enfants, d’autres manières de gagner leur vie», constate Jeannot, un animateur social dans les villages de Sambava. Avant la fin des cours, Jean Paul Zara jette un coup d’œil sur ses élèves. Certains de ces enfants deviendront sûrement milliardaires grâce à la vanille. D’autres seront condamnés à vivre dans cette région si riche et si pauvre à la fois. Un instantané de Madagascar, en somme. **P**

Des enfants en prison

À Antalaha, une prison pour mineur accueille une centaine d’enfants qui auraient été appréhendés pour des délits liés à la vanille. «*Je n’ai rien fait. J’ai juste eu le malheur d’avoir marché à côté d’un champ de vanille après le couvre-feu de 18 heures. Dans notre village, les habitants ont instauré une règle selon laquelle il est interdit d’aller dans les champs de vanille après 18 heures*», lance un jeune garçon, le regard hagard. Il est dans cette prison depuis un an. Il n’a pas encore été jugé. À ses côtés, se tient un autre jeune homme, costaud, tout souriant. L’adolescent assume parfaitement le vol de vanille qu’il a perpétré. «*C’est ma mère qui m’a dit de me rendre dans les champs, lâche-t-il détendu. D’ailleurs, ce n’était pas la première fois. J’ai déjà construit une maison pour ma famille grâce à l’argent que j’ai pu avoir de la vanille. Mais maintenant que je suis ici, je regrette mes actes et suis prêt à me racheter*».

Dans cette prison, les jeunes sont formés à des métiers. On leur apprend, entre autres, la menuiserie et les techniques de culture de légume. «*C’est une manière de les guider vers d’autres domaines. En sortant d’ici, ils pourront commencer une nouvelle vie. La prison leur aurait appris à mieux se comporter en société. Ce sera une rédemption*», confie le formateur-menuisier. Les enfants et les jeunes de Sava sont exposés aux tentations de la vanille. Une solution pérenne doit être trouvée. L’enjeu est de taille pour Madagascar.

La Grande île doit réduire considérablement, voire éradiquer, le travail des enfants dans le secteur de la vanille. Les clients internationaux sont très attentifs aux modes de production de cette essence. Ils sont d’ailleurs bien obligés car les consommateurs sont de plus en plus exigeants.

Par exemple, le géant Nestlé a mis en place des engagements pour un approvisionnement durable. À cet effet, la multinationale a défini des principes d’achats responsables qui couvrent des engagements sociaux et environnementaux. Ce qui lui donne le droit d’auditer les chaînes de valeurs afin de détecter d’éventuels entraves à ces engagements. Le travail des enfants fait partie de ces facteurs. «*S’il s’avère que notre système de production est miné par le travail des enfants, notre contrat avec notre client est mis en péril. Ils auront la liberté de choisir d’annuler notre contrat*», prévient un opérateur. Madagascar risque de payer au prix fort, comme la Turquie, ses incartades. Ankara était permissif dans la production de noix en laissant des enfants migrants travailler dans les champs. «*L’Inde est en train de talonner de près Madagascar en termes de quantité de vanille produite. Cela mettrait à mal notre position dans cette filière*», continue l’opérateur. Et les multinationaux ne lésinent pas sur les moyens pour l’audit de leur approvisionnement.

-----H.H.

Photo : Ionaina Alain



EDDIE SERGE FERNAND

Maire de la commune urbaine d’Antalaha



Hilda Hasinjo

COMMENT LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LA FILIÈRE VANILLE AFFECTE-IL LA SOCIÉTÉ D’ANTALAHA ?

Beaucoup d’enfants quittent l’école prématurément pour travailler dans la vanille. D’année en année, nos résultats aux examens officiels sont parmi les plus bas du pays. Les enfants n’envisagent aucun autre avenir que celui de faire fortune dans la vanille. Pour nous, c’est un problème car les autres richesses et les opportunités de la région sont négligées. Pourtant, le tourisme, par exemple, devrait aussi être un secteur porteur.

QUE FAIT LA COMMUNE POUR PALLIER CETTE SITUATION ?

Malheureusement, nous n’avons pas de projet spécifique contre le travail des enfants. C’est un travail qui aurait dû

être effectivement fait. Par contre, nous soutenons les initiatives qui luttent contre le travail des enfants dans la vanille. Nous sommes partie prenante dans le Savabe, une initiative de Bureau international du travail (BIT) appuyée par les opérateurs locaux dans la vanille.

QUEL FAUT-IL FAIRE POUR DÉPASSER CE PROBLÈME SOCIAL CAUSÉ PAR LA VANILLE ?

La vanille est une arme à double tranchant. Notre économie a besoin d’elle, mais la manière dont la filière est gérée actuellement fait qu’elle détruit la mentalité de nos habitants. Il faudrait impérativement développer les autres secteurs et focaliser l’effort sur des filières à forte potentialité. J’ai évoqué le cas du tourisme qui donnerait de l’emploi à nos jeunes et développerait d’autres opportunités. **P**

Quel prix à payer pour l'Émergence ?

Les campagnes électorales sont comme la guerre : la vérité meurt en premier. Des promesses de grandes victoires sont faites sans savoir exactement comment l'objectif peut-il être atteint de manière réaliste. Si tout se passe bien, les ressources des vaincus seront distribuées après la victoire. Ainsi satisfait, on ne se pose plus de questions sur les horreurs de la guerre. Dans les démocraties du 21^e siècle, l'émotion est la monnaie la plus importante. Très peu de personnes parviennent à influencer les facteurs structurels du développement de manière à générer une amélioration substantielle des conditions de la population. Mais créer un sentiment d'appartenir aux gagnants, ou de participer à un grand projet qui emmène au paradis, est tout à fait possible.

Après la chute du mur de Berlin, Helmut Kohl avait promis aux Allemands de l'Est un avenir radieux (des «paysages en fleurs», comme on dit en allemand), ce qui lui avait permis de gagner non seulement leur cœur, mais également la première élection commune dans l'Allemagne réunifiée en 1990. Mais 30 ans plus tard, les conditions de vie entre l'Est et l'Ouest ne sont toujours pas les mêmes, et ceci dans l'un des pays les plus riches du monde. Il n'est donc pas étonnant que l'AfD, parti populiste de droite, soit devenu très puissant dans l'ex-RDA.

Les émotions s'émoussent lorsque le système ne tient pas ses promesses. Les ondes de choc d'énergie positive sont généralement suivies par la désillusion face aux réalités de la vie quotidienne. Le sevrage d'une drogue rend irritant et donne parfois un sentiment d'impuissance ; et il faut un certain temps pour accepter de retourner dans un monde réel où rien ne fonctionne tout seul. Le cycle se poursuivra, et le prochain messie fera la prochaine



promesse d'un avenir meilleur, puis viendra la prochaine phase de désillusion. Pour les dirigeants, cela crée un dilemme : vendre un rêve est facile, et les moyens de communication peuvent faire durer la tromperie, maintenir l'illusion, généralement dans l'espoir que le public ne s'en souviendra plus après. Mais sachant que les personnes qui ont subi une désillusion peuvent être dangereuses, on doit estimer à quel moment admettre à son auditoire que, finalement, la richesse ne tombe pas du ciel.

Beaucoup de Malgaches ont actuellement d'autres soucis que de tenir compte des promesses mirobolantes formulées auparavant : le délestage revient en force ; une petite crise de l'approvisionnement du carburant a secoué la société tananarivienne ; l'inflation est galopante ; et le soir, de longues files d'attente se forment aux arrêts de bus pour le retour au foyer. Ce sont autant de vrais problèmes individuels avec lesquels les promesses d'un rêve ont peu en commun. Les Malgaches sont connus pour leur capacité de souffrir, pour leur calme stoïque, même dans les pires circonstances. L'histoire nous enseigne que les personnes qui ne sont pas conscientes de leur propre situation ne représentent aucune menace pour les dirigeants. Jusqu'à ce qu'un nouveau venu réveille la masse amorphe des désillusionnés et les organise de telle manière que le château de cartes s'écroule avec seulement peu de ressources.

Madagascar a déjà trop souvent fait cette expérience et, espérons-le, rompra avec cette tradition de crises récurrentes. Mais dans la vie publique, on peut sentir que de plus en plus de questions se posent sur le moyen nécessaire pour que la vie individuelle puisse effectivement et réellement s'améliorer. Personne n'a jamais dit que gouverner était facile. Mais la capacité de dire la vérité aux gens a toujours été un trait marquant d'une politique crédible. **P**

politikā

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Constantin GRUND

DIRECTEUR DE PUBLICATION ADJOINT
Jean Aimé RAVELOSON

COMITÉ DE LECTURE
Dominique RAKOTOMALALA
Hanta ANDRIANASY
Jean Aimé RAVELOSON
Constantin GRUND

DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDATEUR
Tanteliarimiza RAKOTOMALALA

DIRECTEUR DE CRÉATION
Toky RAJAONA

RÉDACTEUR EN CHEF
Andriamanambe RAOTO

MISE EN PAGE ET INFOGRAPHIE
Njaka Ny Aina RATEFINANAHARY
Mahery Orimbato RAKOTOMALALA

ATTACHÉ DE PRODUCTION
Christiane Fitiavana RAMIHANTRASOA

ÉQUIPE PERMANENTE
Alain ILONIAINA
Hilda HASINJO
Rojo RAHARIMALALA
Karina ZARAZAFY
Van-Lee BEHAJA

PHOTOS/ILLUSTRATIONS
Iloniaina Alain
Ministère de l'Intérieur et de la
Décentralisation
Koza
Slim Bary

redaction@politikā.mg

Politikā est une publication de



La reproduction, même partielle, des articles et illustrations parus dans Politikā est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Politikā décline toute responsabilité pour les documents remis.

VOIR PLUS LOIN



Nous réclamons un consensus national

autour de la nécessité de l'industrialisation et que toutes les forces politiques de la nation affirment qu'il ne peut avoir de développement sans industrialisation. Cette priorité devrait être exposée dans la Politique Générale de l'Etat.

Pour la mise en œuvre d'une véritable industrialisation,

nous réclamons un Ministère d'Etat en charge à la fois de l'industrie, du secteur privé, du commerce et de l'artisanat doté des moyens adéquats.



ALLIANCE
POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE

politikā



VIVONS
LA POLITIQUE
DIFFÉREMMENT